

**Licenciements chez Renault :  
c'est toute la classe ouvrière  
qu'on veut rendre malléable.**

P.4 et 5

**lutte**  
**ouvrière**

**Dans  
les  
entreprises**

P. 7 - 9  
et  
P. 12 - 15

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 869 - 26 janvier 1985 - prix : 6 F

**Un peuple a le droit  
de disposer de lui-même :**

**INDÉPENDANCE**

**POUR**

**LE PEUPLE KANAK**



# sommaire

## Dans le monde

Page 20 :

- **Terrorisme : contre les artisans de la RAF, les industriels de la RFA l'emportent.**
- **Vivre dangereusement !**

## En France

Page 5 :

- **Licenciements chez Renault : c'est toute la classe ouvrière qu'on veut rendre malléable.**
- **Elections à la RNUR Billancourt ; LTT Conflans-Sainte-Honorine.**

Pages 6 et 7 :

- **Contrats-Formation-Reclassement : Fabius au secours des patrons.**
- **Citroën : Plan de formation pour les licenciés ; Elections au CE.**

Pages 8 et 9 :

- **EGF, c'est boiteux.**
  - La distribution, enfant pauvre des investissements.
  - Pour l'austérité, le courant passe.
  - Des syndicats bien installés.

Pages 10 et 11 :

- **Il y a 10 ans, la libéralisation de la loi sur l'avortement.**
- **Où est la mère porteuse... d'une nouvelle société ?**
- **USA : la croisade contre l'avortement.**

Pages 12 et 13 :

- **SAFT Bordeaux ; Renault Saint-Ouen ; UAP Paris ; SNIAS Bourges ; Crédit Lyonnais Paris.**

Pages 14 et 15 :

- **SNCF banlieue Saint-Lazare ; hôpital Châteaufarine Besançon ; PTT tri PLM Paris ; Athis-Cars ; Peugeot Sochaux ; Thomson-CSF Vélizy.**

## Culture

Pages 16 et 17 :

- **Livres : Homme invisible, pour qui chantes-tu ? de R. Ellison ; Sacco et Vanzetti de R. Creagh ; Victor Hugo d'Alain Decaux.**
- **Meurtres pour mémoire à la télévision.**

Pages 18 et 19 :

- **Films : Stranger than paradise ; Train d'enfer.**
- **Théâtre : Bye bye Show-Biz.**

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## On l'appelait le dénicheur... de voix égarées

Vraiment, Mitterrand en fait plus. Pour la modique somme de 1 F, on peut avoir maintenant à domicile, chez soi, rien que pour soi, la voix de Piccoli. Et pour ceux ou celles qui seraient en état de manque, on peut même appeler, de n'importe quelle cabine téléphonique, « SOS Piccoli ».

Vous qui avez voté à gauche, comme la moitié des électeurs français, et qui maintenant êtes dans le doute, la déprime, vous qui ne savez plus à quel saint vous vouer, ne cherchez plus : branchez-vous sur la voix charmeuse de Piccoli.

Après ça, si vous n'êtes pas convaincus qu'il faut continuer à faire confiance aux socialistes et que Mitterrand a tenu ses promesses, il ne vous restera plus que l'ultime et classique remède de ceux qui veulent oublier... picoler un bon coup.

Voici le texte — sans le caractère enjôleur de la voix — de SOS-Piccoli (ça vous économisera 1 franc) :

Bonjour, Michel Piccoli à l'appareil.

Merci de m'appeler... Savez-vous que, sur les 101 propo-

sitions que Mitterrand a faites en 1981, 98 ont déjà été réalisées ? C'est pas mal pour un demi-septennat, non ? Quand

## Le para parano attaque le « Canard enchaîné »

Le Pen, c'est connu, est un maniaque du procès en diffamation. Il plaide plus vite que son ombre et tient un compte assez impressionnant des jugements rendus en sa faveur.

Cette fois, c'est le Canard enchaîné qu'il avait mis sur la sellette, l'accusant d'avoir publié dans un de ses numéros, il y a quelque temps, une information rappelant que lui, le lieutenant Le Pen, parachutiste à Alger en 1957, avait à ses heures pratiqué la torture. Est-ce que la chose ne se savait pas ! Le Pen l'avait-il vraiment niée, d'ailleurs ? Mais maintenant que Le Pen a troqué l'uniforme pour la tenue de l'homme politique respectable, même si son ton est quelque peu outrancier, maintenant qu'il convoite un poste de ministre, ses anciens galons de baroudeur un tantinet tortionnaire ne lui semblent pas du meilleur effet auprès d'un électorat somme toute encore très légaliste.

Toujours est-il que, le 18 janvier dernier, premier round d'un procès qui doit reprendre vendredi 25. Ce fut une rude journée pour Le Pen, à ce qu'en ont dit les journaux, et en premier lieu bien sûr le Canard lui-même, qui titrait son compte-rendu : « Il y avait de l'électricité dans l'air ».

Les élans de Le Pen s'enflammant pour l'armée française et la patrie furent tempérés par le rappel de ce pourquoi tout le monde était là : avait-il torturé ? Des témoignages de diverses personnalités abondèrent. L'historien Vidal-Naquet ou Paul Teitgen, ex-secrétaire général pour la police à la préfecture d'Alger, sont venus évoquer, selon les mots du Canard enchaîné, « le traitement musclé réservé en mars 1957 au veilleur de nuit de l'hôtel Albert à Alger, qui fut rossé par Le Pen, emmené par les paras et enfermé dans un trou creusé dans le jardin d'une villa » pour avoir refusé de servir à boire au lieutenant et à ses petits amis, ont quand

même fait mouche, documents à l'appui.

Dans la salle, au milieu des réparties et des interventions des uns et des autres, celle de maître Morette, avocat de Le Pen et roi de la gaffe, a été remarquée. A l'évocation des sept jours d'arrêt de travail qu'avait valu au veilleur de nuit en question le traitement de faveur des paras français, il a rétorqué : « Sept jours d'arrêt pour la torture, ce n'est pas cher payé ! » Consternation dans les rangs des partisans de Le Pen !

Il y avait donc indéniablement une ambiance, ponctuée par les grognements de Le Pen, pas trop content de la tournure

on pense à tous ceux qui prétendent que Mitterrand n'a pas tenu ses promesses ! C'est ÇA, la politique. Tous les moyens sont bons pour attaquer les socialistes de façon peu fair play ou, disons-le, presque malhonnête. Mais rappelez-vous, avant 1981, tout n'allait pas si bien. Bien sûr, les socialistes peuvent parfois se tromper. Mais on ne voit pas toujours les progrès qui ont été faits. Les socialistes luttent pour que la France soit dans la course, pour qu'elle devienne un pays d'avenir, sans pour autant oublier les gens et leurs préoccupations quotidiennes.

Regardez, l'augmentation du chômage est moins forte en France que partout ailleurs. L'inflation est passée de 14 % à moins de 7 %. Le smic a augmenté de 60 %. Il y a encore des choses à faire et ma proposition est la suivante. Nous avons fait confiance aux socialistes en 1981, et ils ont besoin de nous pour accomplir leur tâche. Alors, à votre avis, à quoi cela servirait-il de les laisser tomber, sinon à revenir au point de départ ?

des choses, et qui sifflait à mi-voix quelques qualificatifs à l'encontre des avocats du Canard, « francs maçons », « traîtres » ou « agents du FLN ».

Et quand Le Pen, improvisant une conférence de presse pendant la délibération a glissé : « Bon, le maintien de l'ordre impose des méthodes énergiques. Mais, si on y va par là, j'ai moi-même été torturé cent fois par la police du quartier Latin quand j'étais étudiant », ce fut franchement la surprise dans le banc des journalistes : pour un peu on l'aurait consolé !!

Suite au vendredi 25...

A.G.

## Virus sous les drapeaux

Deux équipes scientifiques concurrentes sont sur la piste du virus responsable du Sida, maladie incurable qui sévit actuellement un peu partout. Chacune des deux équipes, la française et l'américaine, revendique la découverte du « vrai » virus. A la veille de la publication des résultats de

leurs travaux respectifs, à quelques jours d'intervalle, la presse s'est fait l'écho de cette polémique : virus français, ou virus américain ? Pour un virus qui, lui, n'a pas de patrie, c'est plutôt mesquin.

A quand la découverte du vaccin contre le virus nationaliste ?

### Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

**LUTTE OUVRIERE**  
pour une période de un an : 180 F  
pour une période de six mois : 95 F

**LUTTE DE CLASSE**  
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)  
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.  
(1) Rayer les mentions inutiles



# Un peuple a le droit de disposer de lui-même : indépendance pour le peuple kanak !

**J**ean-Marie Tjibaou, le dirigeant du FLNKS, la principale organisation indépendantiste de la Nouvelle-Calédonie — la Kanaky pour le peuple qui y a été annexé, en même temps que sa terre, par les colonisateurs français — est actuellement à Paris.

La colonisation, cela se passait il y a juste un siècle et, à lire la presse de droite, à entendre les échos des vociférations des députés du RPR lorsqu'ils virent Jean-Marie Tjibaou dans les tribunes du public de l'Assemblée nationale, on se croirait revenu un siècle en arrière, au moment où des ganaches galonnées annexaient la Kanaky pour en faire la Nouvelle-Calédonie, haut fait d'armes pour consolider le nouveau pouvoir tout récent de Napoléon-le-Petit, qui avait fait son coup d'Etat ici, à Paris, l'année d'avant.

Oui, on croirait que rien n'a changé. Dans le *Quotidien de Paris*, un journaliste exprime cette nostalgie du passé colonial en écrivant que « du temps de Clémenceau, six balles auraient suffi » pour Jean-Marie Tjibaou.

Bien sûr, on pourrait répondre qu'on n'est plus au temps de Clémenceau, que la société a évolué, que la colonisation est dépassée, car la quasi-totalité des grandes puissances impérialistes n'ont plus de colonies. Mais malheureusement, du temps de Mitterrand, une balle a suffi, grâce à l'efficacité du GIGN, pour tuer Eloi Machoro.

Le colonialisme est dépassé. Mais les réactionnaires ne sont pas à un, mille ou cent mille meurtres près pour faire reculer l'histoire.

Pourtant, Jean-Marie Tjibaou n'a rien pour faire peur à la bourgeoisie, à l'impérialisme, ni français ni mondial. Sa revendication est modeste et va dans le sens de l'histoire ; elle est l'indépendance pour le peuple kanak et un gouvernement kanak qui ait la souveraineté sur cet archipel du bout du monde, qui n'est la France que par le cynisme des gens dont les canons forment le bon droit.

Oui, sa revendication est légitime, comme le sont les aspirations du peuple kanak, de tous les peuples de la Terre, à ne pas subir, chez eux, la domination d'une puissance étrangère.

Cette revendication, on peut d'ailleurs être certain qu'elle sera satisfaite un jour ou l'autre. Même l'Angleterre a dû promettre de rendre Hong-Kong à la Chine et, dans la foulée, rendra certainement Gibraltar à l'Espagne.

Ni le RPR, ni l'UDF, ni Jean-Marie Le Pen ne réussiront à éviter que la Kanaky soit un jour indépendante politiquement de l'Etat français. Ils le savent.

Le FLNKS n'est pas une organisation communiste qui se bat pour arracher la puissance à la bourgeoisie et à l'impérialisme mondial. Il ne cherche pas ce renversement. Il cherche à être, dans la mesure du possible, indépendant de l'impérialisme.

Eh bien, cela ne suffit pas pour supprimer toute cette hargne, cette haine, ce cynisme, ce mépris qui sort de la bouche ou bave sous la plume de tous ces gens qui se proclament eux-mêmes l'élite de la société française.

C'est pourquoi les travailleurs de France, c'est-à-dire les travailleurs de toutes les nationalités qui travaillent sur le sol de France, doivent être dans le camp du peuple kanak et soutenir son droit à l'indépendance.

Les travailleurs n'ont aucun privilège à défendre, ni en Nouvelle-Calédonie, ni ici. Ceux qui ont conquis la Nouvelle-Calédonie, ceux qui l'ont maintenue sous la colonisation, qui hurlent aujourd'hui contre ce peuple kanak qu'ils n'osent pas dire ouvertement anthropophage, mais c'est tout juste, ce sont en même temps les pires adversaires des travailleurs français.

Bien sûr, Jean-Marie Tjibaou et le FLNKS, tout en s'appuyant très probablement sur les aspirations, la sympathie et l'accord du peuple kanak, ne réussiront à construire, le jour où ils auront gagné l'indépendance, eux ou d'autres, qu'un Etat qui sera réduit à maintenir son propre peuple dans la misère, car ils ne pourront pas échapper à l'étreinte de fer de la puissance économique de l'impérialisme. Et s'ils le maintiennent dans la misère, ils devront aussi lui supprimer tous les droits, politiques et syndicaux, comme l'immense majorité des pays sous-développés qui ont accédé à l'indépendance et qui oscillent entre des démocraties limitées et surveillées et des dictatures féroces.

C'est pourquoi tous les exploités qui entrent dans une lutte difficile qui demandera des sacrifices, des larmes, du sang pour obtenir gain de cause, peuvent observer ce qui se passe en Nouvelle-Calédonie, car c'est la répétition de ce qui s'est passé pour l'Algérie et pour bien d'autres peuples.

Il ne sert à rien de limiter sa lutte, ses revendications. Les adversaires ne désarment pas pour autant. Ils se battent exactement de la même façon.

Il est à souhaiter que le peuple kanak obtienne son indépendance sans faire la somme de sacrifices qu'a faits par exemple le peuple algérien. Mais cela, nul ne peut encore le dire. Pour le moment presque tous les morts et les emprisonnés sont dans son camp.

Mais c'est pourquoi les exploités, les opprimés qui entrent en lutte doivent se battre pour renverser l'impérialisme dans le monde entier.

Et c'est possible, même quand on est minoritaire : on doit se considérer comme le premier bataillon dans ce combat et en appeler à tous les exploités du monde entier, considérer que la classe ouvrière, et elle seule, a intérêt à supprimer l'exploitation, à détruire le capitalisme et l'impérialisme, et donc à tenter de se servir de son propre combat pour y entraîner d'autres.

Sinon, les peuples retombent dans le piège du nationalisme, qui leur est tendu par les organisations qui s'en réclament.

Cela dit, nous autres travailleurs de France, n'avons pas de leçons à donner sur ce terrain-là au peuple kanak. Nous, qui n'avons su que compter sur un Mitterrand pour nous défendre, nous ne pouvons pas reprocher aux Kanaks de compter sur Jean-Marie Tjibaou.

Bien sûr, il est allé frapper à toutes les portes de tous les hommes politiques, ceux de la gauche, qui l'ont reçu, comme ceux de la droite, qui l'ont éconduit. Il n'y a qu'à la classe ouvrière de ce pays qu'il ne s'est pas adressé. C'est un homme dont l'idéologie est la même que celle des gens qui nous gouvernent. Lui, il pense représenter le peuple kanak, il s'adresse aux hommes politiques, de la gauche et de la droite, qui pour lui ont le droit de parler au nom du peuple français.

Non, nous les travailleurs de France, si nous n'étions pas dupés par ces mêmes hommes politiques, nous pourrions dire au peuple kanak qu'il peut compter sur nous, les travailleurs de France, et nous pourrions lui dire qu'il ne doit faire confiance ni à nos hommes politiques ni à ceux qui disent le représenter, lui.

Aussi, pour le moment, nous n'avons qu'un droit et un devoir : soutenir le droit du peuple kanak à faire ses propres choix, à choisir de proclamer une nation kanake et l'indépendance de son territoire, et à se donner ou à suivre les dirigeants de son choix, sans qu'ils lui soient imposés à 20 000 km de distance.

C'est pour toutes ces raisons que nous appelons tous les travailleurs de la région parisienne, et nos lecteurs, à assister au meeting que tiendra Jean-Marie Tjibaou à la place Balard, le mardi 29 janvier à 20 h 30.

Il faut qu'il y ait du monde, beaucoup de monde dans la salle. Il le faut pour que la gauche, l'extrême-gauche et la classe ouvrière de Paris montrent au peuple kanak qu'elles sont dans son camp quelles que soient les circonstances.

Mais c'est pour ces raisons aussi que nous, à Lutte Ouvrière, avons choisi de ne pas être parmi les organisations qui cautionneront de la tribune la personne et la politique de Jean-Marie Tjibaou. Car nous disons à tous les prolétaires de France, c'est-à-dire de tous les peuples qui travaillent en France, que le nationalisme est un droit, mais que c'est un poison mortel pour eux.

Les Kanaks ont le droit de choisir leur sort, contre tous les hommes politiques de la bourgeoisie française, de la gauche à la droite. Mais nous devons bien comprendre que le FLNKS et toutes les organisations nationalistes, comme avant elles le FLN, le Parti Communiste Chinois et bien d'autres, préparent des futures dictatures dont les peuples seront les premières victimes.

LUTTE OUVRIÈRE



# Les éventuels licenciements chez Renault et les calculs de Mitterrand

Le gouvernement a démissionné l'ex-PDG de Renault, Bernard Hanon, pour le remplacer par l'ex-PDG de Pechiney, Guy Besse. Ce dernier a la réputation d'être un « redresseur d'entreprise ». Chez Pechiney, grâce à des aides financières substantielles de l'Etat, grâce à des transferts juridiques de pertes à d'autres sociétés, et grâce aussi à quelques milliers de licenciements, Besse aurait transformé un déficit de quelque 3 milliards en un bénéfice de 500 millions de francs. On nous dit qu'il serait donc meilleur que Hanon. Surtout pour licencier, car c'est cela essentiellement que le gouvernement et toute la presse soulignent.

Il y a donc tout lieu de s'attendre à des licenciements chez Renault. Rien de nouveau, à vrai dire. 15 000 suppressions d'emplois étaient prévues déjà. Hanon en avait parlé l'été dernier. Mais il en était resté là, perdu dans un accord-cadre que la plupart des syndicats, à la suite de la CGT, n'avaient pas voulu signer.

Avec Besse, donc, le gouvernement peut en quelque sorte repartir à l'attaque. Jusqu'où et comment ? On ne le sait pas encore. On peut seulement faire des hypothèses sur ce que Mitterrand et le gouvernement pourraient gagner à une épreuve de force engagée chez Renault... et gagnée, évidemment !

Mitterrand le premier, en personne, a annoncé devant des millions de téléspectateurs que des problèmes graves se posaient chez Renault, qu'il faudrait régler dans les prochains jours. C'était probablement mûrement calculé, comme l'avaient été quelques jours auparavant les propos dans le même sens d'Edith Cresson. Ces propos de président et de ministre sont des indices que Mitterrand et le gouvernement socialiste voudraient probablement en découdre chez Renault. En découdre avec qui ? Avec les travailleurs, évidemment, dans l'intérêt de toute la classe patronale.

Renault reste un symbole, évidemment, un banc d'essai pour toutes les politiques. Et si le gouvernement, patron de l'entreprise nationalisée, décidait d'y engager une épreuve de force contre les travailleurs, ce ne serait pas seulement

contre ceux de l'entreprise. Ce serait contre toute la classe ouvrière. Pour faire un exemple et, s'il le pouvait, s'il l'emportait, un modèle pour tous les patrons du privé ou des autres entreprises.

Eh oui, ce qui se passe à Renault, pour bien des raisons, reste politique. Si une offensive gouvernementale y était déclenchée, évidemment elle prendrait le caractère d'une offensive politique contre tous les travailleurs de ce pays. Son but serait de leur porter un coup, à tous. Et c'est dans ce cadre que Mitterrand, d'abord, mène sa politique.

Cela dit, en découdre avec les travailleurs de Renault signifie aussi, et c'est lié, en découdre avec ceux qui se présentent — et sont aujourd'hui, à leur façon — les représentants accrédités de la fraction, de la partie la plus large de la classe ouvrière : les centrales syndicales, et en particulier la plus influente d'entre elles, la CGT, dont la politique est fortement inspirée par le Parti Communiste.

Alors oui, Mitterrand et le gouvernement peuvent estimer avoir intérêt — mis à part l'aide apportée aux possédants dans leur politique de rigueur anti-ouvrière — à engager le plus vite possible une épreuve de force chez Renault contre la CGT et le PCF. Ils le peuvent, ce qui ne signifie pas qu'ils l'estiment et l'envisagent. Et évidemment, à la condition de la gagner, cette épreuve de force.

Depuis que le PC est sorti du gouvernement, il essaie, par une ligne plus dure et plus combative sur le terrain des entreprises, de regagner au moins sur ce terrain-là ce qu'il a perdu sur le terrain électoral, au terme de trois ans de participation à une politique gouvernementale anti-ouvrière.

Cette politique lui rendra-t-elle les voix perdues ?

Jusqu'à présent, elle semble surtout rendre à la CGT et au PC un petit début de crédit auprès de la classe ouvrière, dans les entreprises, en particulier chez Renault ; un regain de crédit, d'abord, auprès de ses propres militants et sympathisants.

On assiste donc à un processus de « remobilisation » des militants cégétistes et communistes, ponctué par une succession de

petites victoires, surtout morales.

Quelques mouvements chez Renault, à l'automne 1984, ont fait partiellement reculer la direction. Et puis la CGT a entraîné dans son sillage les autres centrales syndicales à la non-signature aussi bien de l'« accord-cadre » Hanon chez Renault que de l'accord sur la flexibilité à l'échelle nationale.

Aussi limités qu'aient été ces quelques points marqués, ces quelques gains plus symboliques que réels pour les travailleurs, ils ont manifestement accru le crédit de la CGT et du PC. Les résultats des dernières élections professionnelles à Billancourt semblent le prouver. La CGT progresse et retrouve des scores qu'elle n'avait pas faits depuis 1967.

Evidemment, ces éléments sont encore minces pour conclure que le PC se renforce dans la classe ouvrière, grâce à la politique que ses positions dominantes dans la CGT lui permettent de mener. Mais il est plutôt en voie de se renforcer, même si le bout du chemin est encore loin. Il est plutôt en voie de se requinquer. Et peut-être Mitterrand voudrait-il mettre un coup d'arrêt à ce processus, et le plus vite possible. Peut-être ne tient-il pas à se retrouver avec un PC qui se renforce réellement, et de plus en plus, même si ce renforcement dans la classe ouvrière ne s'accompagnait pas d'un renforcement sur le terrain électoral.

Car il faut rappeler que le succès de Mitterrand en 1981, son succès politique personnel en quelque sorte, qui lui avait valu le crédit et les voix d'une partie de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie, venait de ce qu'il avait été capable d'affaiblir le Parti Communiste.

Par-delà les criaileries des hommes politiques de la droite, évidemment concurrents de Mitterrand et des socialistes dans la fronde politicienne, la bourgeoisie française sait probablement gré à Mitterrand d'avoir porté un sérieux coup au Parti Communiste. C'est en quelque sorte son titre de gloire. Rappelons qu'il fut élu président de la République, en mai 1981, grâce au déplacement en sa faveur de quelques centaines de milliers de voix de

droite. C'était l'hommage et la récompense pour sa politique anti-PC.

En associant le PC au gouvernement ensuite, à raison de quelques sièges symboliques, qui suffirent à faire perdre au PCF la moitié de ses électeurs, Mitterrand montra qu'il savait continuer dans le même sens, et donc qu'il méritait la confiance de la bourgeoisie.

Mais maintenant ? Maintenant qu'un sursaut tardif des dirigeants du PC leur a fait lâcher ces maudits strapontins ministériels pour partir à la recherche du temps et du crédit perdus, avec un début de succès, comment Mitterrand pourrait-il persévérer dans sa politique anti-PC ? Et comment pourrait-il le faire avec succès ?

Il le pourrait en engageant, et en gagnant évidemment, une épreuve de force chez Renault, et au moment choisi par lui. Il pourrait ainsi empêcher que le PC continue à regagner du terrain, même un peu de terrain. Mitterrand pourrait ainsi espérer continuer à bénéficier de la gratitude d'une partie de la bourgeoisie, la classe au service de laquelle il est, il faut quand même le rappeler !

Et puis, vis-à-vis de la droite, cette droite agressive et tapageuse, Mitterrand peut souhaiter lui montrer qu'il ne se laisse pas gêner et impressionner par le Parti Communiste ; qu'il est capable d'acculer PC et CGT à des conflits sociaux et de le faire dans les meilleures conditions, là où le PC n'aurait choisi ni le moment, ni le terrain.

Dans les calculs de Mitterrand, il peut y avoir aussi l'idée, un tantinet vengeresse, d'acculer aussi la CFDT et FO à choisir leur camp.

Dans l'affaire du plan Hanon, comme dans celle de l'accord sur la flexibilité, les dirigeants de la CFDT et de FO, Maire et Bergeron, ont cédé finalement à la pression de leurs propres appareils. La grande majorité des travailleurs ne s'est pas sentie spécialement concernée par toutes ces histoires de plans, d'accords et de signatures entre CNPF et confédérations syndicales. Mais des responsables et militants de la CFDT ou de FO, à différents niveaux et suffisamment nombreux pour qu'ils l'emportent, n'ont pas voulu

prendre le risque de se déconsidérer auprès des travailleurs en signant ce que la CGT ne signait pas.

Mitterrand peut donc vouloir obliger ses amis, les dirigeants de la CFDT, à ne pas être infidèles, cette fois. Il peut chercher à acculer Maire — et il ne faudrait peut-être pas le pousser beaucoup ! — à résister à son appareil.

Si le gouvernement et Mitterrand décidaient de licencier vraiment, et vite, chez Renault, et si cette politique conduisait à une riposte de la CGT et à un affrontement, alors la CFDT serait obligée de se déterminer aussi. Et il n'est pas impossible que Mitterrand souhaite un geste de sa part.

On voit bien tous les rêves que pourraient faire Mitterrand et les socialistes. Le rêve de licencier plus ou moins spectaculairement chez Renault. Le rêve que la CGT et le PC en sortent perdants, soit parce qu'ils n'auraient pas voulu riposter, soit parce qu'ils n'auraient pas su y entraîner les travailleurs. Le rêve aussi de laisser la CGT et le PC dans une bagarre, seuls, sans la CFDT ou FO, ou même dénoncés par ces centrales.

Bref, le rêve d'une sérieuse défaite, par défaut de riposte ou affrontement perdu, infligée à la CGT et au PC et, par la même occasion, à tous les travailleurs.

Sur le plan des luttes et du moral de la classe ouvrière, ce serait un sérieux coup de main du gouvernement et de Mitterrand aux patrons, à tous les patrons. Sur le plan politique, ce pourrait être une bonne opération pour Mitterrand et les socialistes, à un an des échéances électorales.

Eh oui, Mitterrand peut rêver, mais le rêve peut aussi tourner au cauchemar, si l'épreuve de force, éventuellement envisagée, était vraiment menée... et perdue ! Car, au-delà de tous les calculs politiques des uns et des autres, il reste des inconnues. Quelle politique peuvent ou veulent mener la CGT et le PC, en cas d'attaque de front chez Renault ? Quelles réactions seront celles des travailleurs, à Renault, et dans le pays ?

Ce sont ces réactions qui peuvent peser lourd dans la situation politique actuelle.

Michelle VERDIER



# LICENCIEMENTS CHEZ RENAULT :

## c'est toute la classe ouvrière qu'on veut rendre malléable

Des milliers de travailleurs de la Régie sont dans l'attente, depuis que Bernard Hanon, ancien P-D.G., a été remplacé par un licencié plus éprouvé.

Il y a quelques mois, il était question de 15 000 suppressions d'emplois à la Régie, dont environ 10 000 départs plus ou moins volontaires, et 5 000 licenciements. Et aujourd'hui ?

On peut payer, nourrir, vêtir, armer et transporter 6 000 gendarmes à l'autre bout de la terre, en Nouvelle-Calédonie, sans que, paraît-il, cela perturbe l'économie. On ne les avait pas en trop, jusque-là, ces 6 000-là. On ne les payait pas à ne rien faire. Non, bien sûr : les gendarmes et

les militaires, c'est utile même lorsque cela ne sert pas. Mais pour les travailleurs, il n'en va pas de même.

A la Régie Renault, 5 000 producteurs, 5 000 travailleurs seraient devenus pire qu'inutiles : nuisibles, et traités comme tels. Mitterrand veut démontrer à la bourgeoisie française qu'il saura être ferme contre les travailleurs.

Grâce à la gestion de la gauche au gouvernement, même si les entreprises produisent moins à cause de la crise, les patrons gagnent plus quand même.

Depuis 1982, la moyenne des actions cotées à la bourse de Paris a augmenté de 70 %. C'est la preuve

qu'elles sont recherchées, toutes ces parts d'entreprises, et c'est la preuve que les entreprises rapportent.

Elles rapportent parce que tout le poids de la misère, de la crise, est supporté par les travailleurs, dont le niveau de vie baisse. Il baisse de 2 %, selon les statistiques, pour ceux qui ont du travail. Il baisse de 30, 50 ou 100 % pour ceux qui sont réduits au chômage. Et 3 millions de chômeurs, cela a fait baisser le niveau de vie de l'ensemble des familles de travailleurs de plus de 10 %.

La pire des choses, pour tous les travailleurs de ce pays, serait de croire que le problème ne concerne que les travailleurs de la Régie

Renault.

Il s'agit d'un problème politique, il s'agit de donner une leçon à toute la classe ouvrière. Le patronat n'a pas obtenu que l'emploi soit flexible et les travailleurs dociles. Alors le gouvernement aux ordres va tenter de briser l'ensemble de la classe ouvrière, en provoquant les travailleurs de chez Renault.

Si le gouvernement gagne l'épreuve de force chez Renault, il sera plus fort et tout le patronat avec lui, contre tous les travailleurs.

Mais l'épreuve de force, il ne l'a pas encore gagnée. Rien ne dit que les travailleurs de la Régie Renault se laisseront faire.

Rien ne dit que tous les travailleurs du pays laisseront faire.

Si les travailleurs de Renault ont à se battre, nous ne devons pas les laisser seuls. Et eux-mêmes devront faire appel, aller chercher, eux-mêmes, tous les autres travailleurs de la région parisienne.

La CGT parle beaucoup depuis quelque temps de grève générale. S'il est un moment où la grève générale peut être à l'ordre du jour, c'est bien au moment où les travailleurs de Renault seront en lutte.

Contre les licenciements, le chômage et la vie chère, le gouvernement et le patronat doivent se heurter à l'ensemble des travailleurs.

### Besse remplace Hanon

## Les premières réactions

A Billancourt, les syndicats ont aussitôt pris position. La CGT sortait un tract : « Un P-D.G. s'en va, un autre arrive : pour quoi faire ? ». Dès le lundi matin, elle réunissait les militants, mais en mettant plutôt l'accent sur les élections au 2<sup>e</sup> collège et sur la nécessité de renforcer la CGT partout, face à cette nouvelle situation. La CFDT, indignée par la méthode du « fait accompli », titrait dans un tract : « Un P-D.G. de choc pour trancher dans le vif ? ». Ce qui ne l'empêchait d'ailleurs pas, le soir du conseil d'administration, de jouer au paillason de service en déclarant, par la voix de son représentant, regretter de ne pas avoir signé l'accord proposé par Hanon !

Du côté des travailleurs, c'est loin d'être la panique. Par-

tout, cela discute. Certains pour dire : « Que ce soit Hanon ou Besse, c'est pareil ». D'autres, les travailleurs immigrés principalement : « A Talbot, chez Citroën, il y a eu changement de P-D.G. et ensuite les licenciements ». Des militants du PCF rappellent qu'« avec Besse, c'est les licenciements, comme chez Pechiney ». Mais aussi certains travailleurs sont touchés par la propagande faite par les médias, le gouvernement, sur le trou de 9 milliards et les soi-disant erreurs de gestion. Dans les bureaux aussi, le départ et le remplacement du P-D.G. a fait discuter. Le fait qu'il vienne de l'extérieur était également commenté.

L'affichage en début de semaine d'une prime de

50 000 F (en plus de la prime de licenciement) pour tout travailleur qui serait volontaire... pour être licencié dès maintenant a fait discuter. Dans certains secteurs des bureaux, des chefs convoquent des employés pour les informer que « leur poste est supprimé, qu'ils auront éventuellement un autre travail (où ?) et qu'en attendant il y aura une formation ».

Le nouveau P-D.G., à qui le gouvernement a demandé de faire vite, doit sûrement réfléchir avant d'attaquer. Car à la Régie, les travailleurs n'ont pas l'intention de se laisser faire, et le récent succès de la CGT aux élections de délégués du personnel renforce le moral de tous les militants qui savent qu'il faudra se battre.

Correspondant LO

### Elections des délégués du personnel au 1<sup>er</sup> collège :

## La CGT confirme sa progression :

Ces élections interviennent deux mois après les élections au CE, qui avaient marqué une importante progression de la CGT aux dépens des autres syndicats, mais principalement de la CFDT.

Entre-temps, les syndicats ont refusé de signer à l'échelle nationale les projets d'accord patronaux sur la flexibilité, et chez Renault ils rejettent le projet d'accord cadre sur la mobilité.

Dans cette affaire, y compris à la Régie, la CGT est apparue comme la plus opposée à la signature en entraînant les autres syndicats dans le refus.

La CGT conforte en pourcentage, aux élections de délégués du personnel, son score des élections au CE. Tous les autres syndicats sont en recul.

	VOIX			POURCENTAGES		
	DP janv. 85	CE nov. 84	DP janv. 84	DP 1/85	CE 11/84	DP 1/84
Exprimés	7 561	8 235	9 074			
CGT	5 819	6 220	5 889	76,95	75,53	64,90
CFDT	1 012	1 170	1 915	13,38	14,20	21,10
FO	411	493	759	5,43	5,99	8,36
CFTC	158	177	274	2,08	2,11	3,02
CSL	162	175	237	2,14	2,12	2,61

La campagne électorale a été marquée par l'omniprésence des délégués-militants CGT sur le terrain.

Il est à noter une augmentation importante du nombre des abstentions qui, des élections au CE à celles de DP, sont passées de 2 503 à 3 256 pour un nombre quasiment identique d'inscrits.

Il est difficile de dire s'il s'agit d'un abstentionnisme dû

aux maladies ou s'il est plus « politique ».

Dans les ateliers, les résultats ont été accueillis parmi les travailleurs avec une relative indifférence. La petite phrase de Mitterrand sur Renault faisait l'actualité. Les militants CGT étaient contents de leur résultat, mais conscients qu'il faudra se battre.

Correspondant LO

### □ LTT (Conflans Sainte-Honorine)

## Coup de colère des travailleurs contre les licenciements : Rocard troque les promesses contre des matraques

Le 21 janvier, la direction de LTT a communiqué un plan « social » aux syndicats. Des exemplaires ont rapidement circulé dans l'usine.

Au total, ce projet comporte la suppression de 1 265 emplois sur l'ensemble des usines LTT d'ici au 30 juin, dont 1002 sur Conflans, dont l'usine compte actuellement 1 600 salariés.

Comme il y a un an, lors de la dernière vague de licenciements qui avait déjà entraîné 711 suppressions d'emplois, chaque départ volontaire serait accompagné d'une prime de 100 000 francs. Un certain nombre de travailleurs bénéficieraient de pré-retraites sous contrat FNE. Des arrangements divers (stages de reconversion, aide à la création d'emplois...) seraient proposés, ainsi que des mutations au sein du groupe et dans les usines Thomson-CGE.

Bien sûr, tout le monde s'attendait à des mesures de cet ordre. Certains, qui redoutaient des licenciements « secs », ont été soulagés à l'annonce des primes de départ, tout en sachant bien qu'avec le chômage cela ne nous mènera pas bien loin. D'autres ont été choqués que la direction pousse le culot jusqu'à dépasser le nombre de 928 suppressions d'emplois dont elle parlait depuis plus d'un mois.

Le lendemain, les syndicats sont passés dans les services pour nous appeler à un rassemblement à 14 h devant les bureaux de la direction, en vue d'une action « spectaculaire ». La nature de cette action ? Un secret qu'il n'était pas question de dévoiler, fût-ce à nous, pourtant les principaux intéressés !

A l'heure prévue, les syndicats ont annoncé aux 300 travailleurs présents que la mairie de la ville (dont le maire est Rocard) était déjà occupée par une centaine de nos camarades et qu'il fallait aller les rejoindre. Objectif : obtenir la levée du plan social, une réunion tripartite et la redéfinition d'un plan industriel. Proposition qui n'a pas fait l'unanimité mais qui a néanmoins été suivie par la moitié des travailleurs présents : ils se rendirent à la mairie après avoir embarqué au passage Imbert, le P-D.G. de LTT, qui se trouvait à l'usine à ce moment-là.

Vers 16 h 30, avec une dizaine de cars de police à l'appui, on nous intima l'ordre d'évacuer la mairie avant 17 h. Et c'est à environ 150 que nous nous sommes enfermés dans la mairie, avec le PDG et accompagnés des journalistes de FR 3 et de leurs caméras.

A 17 h, un groupe de policiers envahit la mairie. Un conseiller municipal, membre du PCF, qui jouait le rôle de porte-parole des manifestants auprès de la police fut vivement empoigné et éjecté

dehors, ce qui provoqua la colère générale et valut aux pandores une volée de quolibets et... quelques chaises tombées du 1<sup>er</sup> étage, le tout sous l'objectif de la caméra.

Du coup les policiers relâchèrent le conseiller municipal et les pourparlers commencèrent. Quelques instants plus tard l'arrivée de nouveaux renforts de CRS provoqua une tempête de « Merci Rocard » ironiques...

A l'intérieur, quelques militants CGT entonnèrent *L'Internationale* puis, se considérant sans doute comme les défenseurs de l'intérêt national, ils enchaînèrent sur *La Marseillaise*, en brandissant des drapeaux tricolores. Ayant obtenu par téléphone une promesse de commission tripartite, les syndicats donnèrent alors la consigne de quitter la mairie. Ce qui fut fait quelques instants après, banderoles en tête, non sans que nous ayons exigé et obtenu le départ préalable de la police.

Bien sûr, le bilan est maigre : une simple promesse de commission tripartite. Et nous sommes plus nombreux maintenant à savoir qu'il ne sortira rien de cette nouvelle réunion.

Mais quoi qu'il en soit, l'ambiance était chaude. Nous avons tous été bien contents d'avoir damé le pion à la police et montré que, dans les semaines à venir, il faudrait compter avec les « LTT ».

Correspondant LO



## Aide-toi, Quilès t'aidera !

Paul Quilès, le ministre du Logement, vient de décider la mise en œuvre d'un « plan logement ».

Il ne s'agit évidemment pas d'un plan social, dont la réquisition des logements inoccupés pourrait être la première mesure — il y en a 110 000 à Paris !

Le plan Quilès concerne donc les industriels du bâtiment, d'un côté, et ceux qui ont les moyens — grands ou moins grands — d'investir dans la pierre, de l'autre.

« Tout doit être entrepris, a déclaré Quilès, pour que le secteur privé de la construction retrouve la place qui lui est due. » Il s'agit donc d'encourager la construction de logements neufs. Le gouvernement va distribuer quelques centaines de millions à la branche prétendue sinistrée des travaux publics. Le gouvernement compte parallèlement favoriser l'investissement des particuliers. Le taux des prêts d'accès à la propriété (PAP) serait baissé d'un demi-point. Les titulaires d'un compte d'épargne logement pourraient désormais disposer de leur argent pour investir dans la construction d'une résidence secondaire, ce qui n'était pas autorisé auparavant.

D'autre part, les plafonds de déductions d'impôts seraient relevés et passeraient à 12 000 F, aussi bien pour les crédits à la construction que pour les travaux d'économie

d'énergie.

Enfin, pour inciter ceux qui ont de l'argent à placer dans l'immobilier, on distribuera plus de « prêts locatifs aidés » (PLA), ce qui donnera des conditions de financement avantageuses.

Enfin, le système actuel des relèvements de loyers serait assoupli dans un sens favorable aux... propriétaires.

Bref, Quilès veut aider tous ceux qui veulent faire de l'argent avec de la pierre, ou vice-versa. Sa politique, le gouvernement la mène non pas pour ceux qui cherchent à se loger, mais pour ceux qui cherchent à loger leur argent. Nuance !

J.F.

## Offre...

Vous cherchez un logement à louer ? Ne cherchez plus, vous avez trouvé ! Il existe un délicieux petit appartement à l'hôtel Crillon. Montant du loyer mensuel : 900 000 F. Vous avez bien lu : 90 millions de centimes ! La paie mensuelle de quelque 200 travailleurs !

C'est un peu cher ? Il est possible de le louer à la nuit pour seulement 15 000 F !

Même le *Figaro* trouve que c'est un peu exagéré... et accessible seulement aux gens qui font « d'énormes affaires ».

Mais il en existe, apparemment... Peut-être Hersant ?

## Notre agent à New Delhi

Trois Français sont impliqués dans ce qui serait l'une des plus grandes affaires d'espionnage ! Enfin, nous avons nos espions !

Depuis deux ans, ces « Français bien tranquilles », l'attaché militaire adjoint de l'ambassade de France à New Delhi, un certain lieutenant-colonel Bolley, et deux hommes d'affaires dont les noms n'ont pas été divulgués, se seraient procurés des dizaines de kilos de documents émanant des hautes sphères de l'Etat indien. Ce n'était plus des valises diplomatiques, mais des containers !

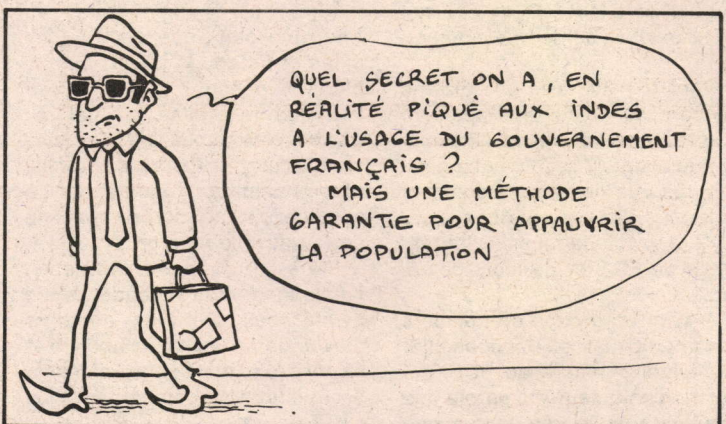
En Inde, une vingtaine de hauts fonctionnaires et de collaborateurs du Premier ministre et du président ont été arrêtés et les ambassades de France, des Etats-Unis, de RFA et de Grande-Bretagne placées sous surveillance.

« Les Français, écrit un journal indien, le *Times of India*, ont été des plus actifs dans ce pays et ont vendu une liste impressionnante d'équipements coûteux, allant des standards téléphoniques au Mirage 2000. Peut-être ont-ils si bien réussi parce qu'ils avaient accès aux secrets du gouvernement. »

L'affaire est révélée alors que les marchands de canons français étaient sur le point de conclure un contrat d'un milliard de dollars avec l'Etat indien.

Coup fourré pour coup fourré, Bolley se serait-il fait piéger par un concurrent ? Possible.

En tout cas, Bolley aurait regagné la France en catastrophe. Il « a été appelé en consultation » par le Quai d'Orsay ! Pour le marché raté, il risque de se faire sermonner !



## Fabius au secours des patrons



Fabius : c'est pas du pipeau mais c'est du pareil au même...

Une nouvelle fois, le gouvernement part en guerre contre le chômage ou, du moins, contre les chiffres officiels du chômage. Cette fois, l'arme s'appelle Contrats-Formation-Reclassement, les CFR (voir encadré).

Il faut dire que, 35,4 % d'augmentation du nombre officiel des chômeurs en trois ans, ça ne fait pas bonne impression...

Le gouvernement présente ce projet comme une extension des dispositions qui existaient déjà dans des secteurs comme la Navale, la sidérurgie ou Citroën, aux travailleurs licenciés des petites entreprises.

En 1984, il y a eu 360 000 travailleurs licenciés pour raisons économiques, ce qui a augmenté le nombre de chômeurs de 185 000, compte tenu de ceux qui ont retrouvé du travail.

Sur la base de l'année écoulée, cela éviterait donc que les chiffres du chômage ne s'accroissent immédiatement de 185 000, la progression repartant au bout d'un an, après les élections législatives de 1986 ; cela tombe bien.

Après les TUC, les stages Rigout, les stages jeunes volontaires, l'apprentissage, les stages offerts par l'Education nationale, les contrats emploi-formation, les stages AFPA, les stages d'initiation à la vie professionnelle, les contrats de formation en alternance (et il en manque sûrement quelques-uns), voilà donc les CFR, une nouvelle sorte de formation bidon qui, à défaut de donner du boulot aux intéressés, permettra de gonfler un peu plus le chiffre — il pourrait aller jusqu'à 1,3 million ! — de jeunes et moins jeunes, exclus du monde du travail, qui échappent aux statistiques officielles du chômage.

C'est un truquage pur et simple, dans lequel les préoccupations électorales rentrent pour beaucoup. Mais il y a autre chose.

C'est que le gouvernement Mitterrand a fait un choix : le choix de voler au secours du patronat en lui donnant les moyens de tenter de faire passer en douceur les licenciements.

Les nouvelles dispositions envisagées, en portant à trois la période durant laquelle un travailleur licencié se voit garantir un revenu, même considérablement amoindri, laissent une petite porte ouverte au travailleur licencié.

Cela coûte cher à la collectivité, bien plus cher que d'embaucher massivement dans les services publics, d'interdire les licenciements, de réduire les horaires de travail. Car là, les patrons se verraient contraints de payer leur part de

la crise de leur système.

Mais l'objectif du gouvernement est justement le contraire. Il incite les entreprises à licencier, sous prétexte de « modernisation ». Il donne même l'exemple dans les entreprises nationalisées. Pour maintenir les profits des entreprises. Parce que, dans la crise, la seule manière de les maintenir, c'est de réduire la part des travailleurs, c'est de dégager des capitaux qui peuvent alors boursicoter ou spéculer sur le dollar.

Alors, il préfère payer à la place des patrons. D'autant plus facilement que ce n'est pas avec son argent qu'il est dispendieux : c'est avec celui des travailleurs, qui voient leur revenu diminuer quand ils sont chômeurs, et des autres qui, de toute façon, paieront la facture du déficit prévisible des caisses de chômage.

Jean-Jacques FRANQUIER

Selon le projet gouvernemental, un salarié licencié pour raisons économiques et qui opérerait pour le Contrat-Formation-Reclassement serait toujours juridiquement lié à son entreprise pendant un an. Il percevrait, les six premiers mois, 70 % de son salaire brut antérieur et, les six mois suivants, 42 % du traitement brut plus 41,40 F par jour (le minimum devant tout de même atteindre 60 % du traitement brut) et de surcroît abandonnerait ses indemnités de préavis.

Sur l'année, cela équivaudrait à 68,42 % pour un salaire mensuel brut de 5 000 F, et 66,35 % pour 6 000 F par mois brut.

A l'issue de cette période, si on n'a pas proposé au « sursitaire » un reclassement (le refus d'un reclassement pouvant entraîner le licenciement immédiat de l'entreprise), il se verra officiellement rejeté de l'entreprise mais pourra récupérer un statut plein et entier de chômeur, avec les mêmes droits qu'aujourd'hui.

## Le jugement de dieu pour Godard ?

Le maire de Versailles vient d'interdire la projection du dernier film de Godard, *Je vous salue Marie*, à cause « des troubles sérieux à l'ordre public » qu'il pourrait provoquer.

Les premières projections dans cette ville ont été chahutées par des catholiques, croqueurs d'hosties mais croqueurs aussi, apparemment, de scènes un peu lestes !

Deux autres associations ont engagé une procédure pour obtenir au moins la « suppression de tous les passages obscènes et pornographiques mettant en scène la personne de la Vierge Marie ».

Mais ne vous fiez pas à cette campagne publicitaire de l'Eglise en faveur de Godard. Il paraît que le film est mystique et trop ennuyeux pour faire gagner le septième ciel !



## Le plan de formation pour les licenciés de Citroën On se paie notre tête

Les 1 900 licenciements du mois d'août avaient été assortis d'un « plan social », d'une « formation ». Au moment où ce genre de plan fleurit dans tout le pays, voilà ce qu'il en est du plan de formation Citroën.

Officiellement, jusqu'en juin, les travailleurs en formation font partie du personnel Citroën et ont les mêmes droits que les autres. En fait, Citroën ne leur a pas versé la prime de rentrée de 500 F, ni la prime semestrielle d'un demi-mois de salaire, ni la prime de transport (certains viennent de Compiègne à Paris).

Les travailleurs ont été répartis là où Citroën et le gouvernement leur ont trouvé de la place : centres FPA ou écoles. Un peu partout, il manquait des professeurs et du matériel. Dans un centre, faute de cours, les « stagiaires » faisaient de la gymnastique.

Le centre AFPA de Stains, par exemple, accueille, ou plutôt héberge 60 licenciés, dont 40 pour faire de la mécanique auto. A leur arrivée, les travailleurs ont constaté qu'il n'y avait pas d'atelier de mécanique auto. Certains ont accepté un stage de soudure, puisqu'il y avait quelques places ; les autres ont dû attendre. Les seuls cours sont des séances d'alphabétisation. Des professeurs, certainement

pleins de bonnes intentions et dépourvus de moyens, s'ingénient à les occuper et leur enseignent, sous prétexte de se mettre à leur portée, de préférence ce qu'ils connaissent déjà. Ainsi, à des Marocains, on fait dessiner des cartes du Maroc et placer les différentes villes ; à d'autres, on réserve des petits dessins folkloriques de mosaïques inspirées du pays, sous prétexte d'apprendre l'alphabet. En fait, cela tient plus de la garderie que de l'enseignement. Ces cours d'alphabétisation imposée ne servent en fait qu'à faire sentir aux travailleurs qu'il ne faut pas être trop exigeant lorsqu'on ne sait même pas parler français... A l'embauche, c'était l'inverse. Ceux qui connaissaient le moins le français avaient le plus de chances d'être embauchés.

Comme il n'y a pas d'atelier l'après-midi, c'est la garderie. On n'a pas le droit de partir ; il faut rester dans les classes. Citroën se moque de la formation, mais le pointage est méticuleux, comme à l'usine. Les absences sont retirées sur la paye.

Au début, certains ont demandé à être envoyés ailleurs, dans des ateliers de mécanique auto. Ils ont été mutés dans un centre, à Meaux. Mais là, il n'y avait pas non plus de mécanique auto. Ils sont donc revenus.

Visiblement l'AFPA ne les héberge que contrainte et forcée. A tel point que, pour dégager les classes, des baraques de chantier ont été installées dans la cour pour les Citroën. Avec le froid, c'étaient de vrais congélateurs. Les « stagiaires » ont protesté auprès de la direction de l'AFPA pour avoir leur atelier de mécanique auto. On leur a répondu en substance : ce n'est pas la peine d'insister, vous feriez mieux de partir. Ils sont également allés voir la direction Citroën, qui leur a dit que ça allait venir. Encore une promesse...

Nous sommes fin janvier et la formation n'a toujours pas commencé. Les stagiaires demandent donc que leur contrat de formation, de 10 mois à l'origine, soit prolongé d'autant que de mois perdus.

A l'évidence, ce plan n'était en rien prévu pour la formation, n'a rien de « social ». C'est bien un plan, mais un plan en vue de faire patienter, de disperser, de démoraliser et finalement de licencier aux moindres frais ceux des 1 900 qui ne sont pas encore partis.

Mais il reste suffisamment de travailleurs dans les différents centres pour, s'ils le veulent, faire payer Citroën d'une manière ou d'une autre.

Correspondant LO

### □ CITROEN-AULNAY

## Résultat des élections au Comité d'Etablissement

	CE Juin 1982	DP Juillet 1984	CE 1985
CGT	3 000 voix 60,7 %	2 900 voix 55,8 %	1 600 voix 40,8 %
CFDT	9,16 %	3,65 %	3,56 %
FO	2,93 %	4,54 %	5 %
CFTC	—	2,36 %	11,47 %
CSL	1 580 voix 31,2 %	1 760 voix 33,54 %	1 530 voix 39 %

Mercredi 23 janvier ont eu lieu les élections pour le Comité d'établissement d'Aulnay. La CGT, qui au lendemain de la grande grève de juin 1982 avait conquis la majorité au CE, la perd aujourd'hui.

Bien sûr, avec la situation créée par les licenciements aujourd'hui, les plus militants ont perdu l'enthousiasme d'il y a deux ans ; les autres sont gagnés par la démoralisation ou même par la crainte. Et les résultats de la CGT (quand bien même elle n'aurait joué aucun rôle dans l'évolution de la situation ces deux dernières années) semblent refléter cette situation.

Mais cette CGT à l'allure combative, constituée au lendemain des 5 semaines de grève du printemps 1982, imposait de nouveau un rapport de force en sa faveur en mai dernier, en organisant pendant une semaine l'occupation de l'usine d'Aulnay contre la menace de licenciements.

Et même si en mai dernier la stratégie de la CGT, finalement, ne pouvait qu'isoler les travailleurs de Citroën, cette grève avait plutôt redonné aux travailleurs de l'usine l'image d'une CGT qui ne se laissait pas faire.

Par contre le recul sans nouveau combat, 3 mois plus tard, quand les licenciements sont devenus effectifs, a été reproché à la CGT, et les élections d'aujourd'hui le traduisent.

Comparativement aux élections de même nature au CE qui avaient eu lieu juste dans la foulée de la grève, la CGT passe de 60 % à 40 %. La chute la plus importante étant intervenue entre juillet 1984 et janvier 1985. Jusqu'en juillet dernier, la CGT recueillait aux élections de délégués du personnel plus de 55 % des voix (quelles que soient les précautions à prendre lorsqu'on compare des élections de natures différentes, celle de délégués du personnel et celles au Comité d'établissement).

Mais précisément, ce qui est notable dans le climat actuel, c'est que la CGT reste majoritaire dans les secteurs d'OS, sur les chaînes, aussi bien au Montage, qu'au Ferrage ou en Peinture.

C'est en Maintenance, chez les professionnels, en milieu français, que la CGT perd le plus de voix : de 45 % des voix en 1982, elle n'est plus qu'à 29 % aujourd'hui (en juillet dernier aux élections de DP elle était encore à 35 % dans ce secteur).

Au premier collège, d'une façon générale la CGT reste

le premier syndicat de l'usine, avec cinq délégués élus, quatre pour la CSL et un pour la CFTC (mais la CSL bien entendu compte sur les votes des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> collèges pour conforter sa nouvelle majorité au CE).

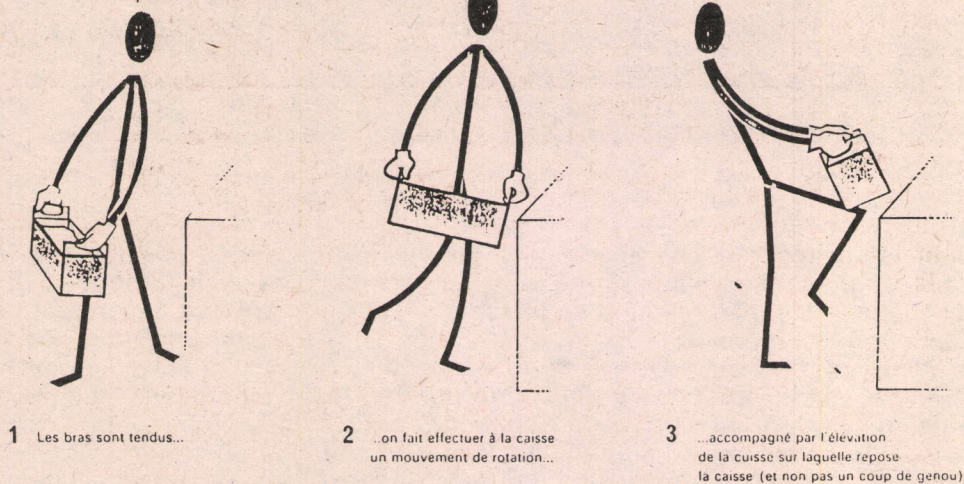
Ce résultat est notable, d'autant plus que c'est dans les rangs d'OS principalement que les licenciements ont fait des coupes sombres. De 1 000 à 1 500 travailleurs ont quitté l'usine entre les licenciements, les FNE et les retours au pays. Les licenciés en formation, faisant toujours partie du personnel Citroën, avaient obtenu le droit de vote du tribunal. Mais peu en ont profité : il y avait environ 150 bulletins par correspondance sur 800 à 900 possibles. Et la moitié de ces bulletins ont été annulés pour vice de forme, car les enveloppes n'étaient pas anonymes...

Et puis le patron avait lui aussi préparé ces élections : il avait muté de 400 à 500 travailleurs sur l'usine de Levallois, un mois avant les élections, pour des raisons de production sans doute, mais cela faisait de fait autant d'OS en moins à ce moment-là à Aulnay. Parallèlement, dans l'usine d'Aulnay, la direction déplaçait bon nombre de militants CGT et les isolait au parc, hors des ateliers et loin de leurs camarades de travail. Cependant que, dans les ateliers, les agents de secteurs aidaient un nouveau syndicat à se monter : la CFTC. Le patron jugeait sans doute que ce syndicat, qui n'a pas le même passé de violences anti-ouvrières dans l'usine, serait plus apte à recueillir les voix des plus démoralisés. Effectivement la CFTC, qui n'existait pas il y a deux ans, a recueilli 11,5 % des voix.

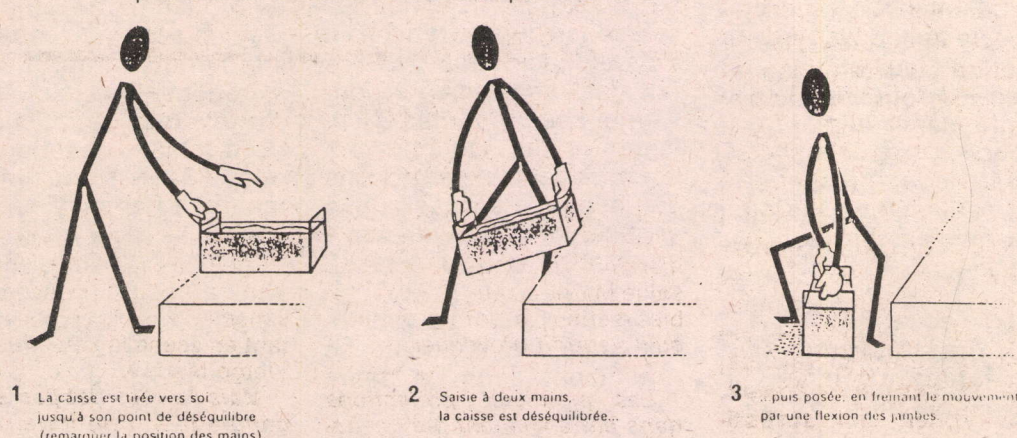
Parmi les militants CGT, les résultats ont été accueillis avec un certain soulagement. La CGT perd le CE, et ce seront à nouveau les gestionnaires de la CSL qui pourront montrer leurs talents de marchands de soupe à la cantine et... croquer au fromage, soit ! Mais le coup a été moins rude que certains ne le redoutaient en leur for intérieur. Et même si la CGT perd 10 % des voix dans les ateliers, la majorité des OS lui est restée fidèle. Malgré les désillusions consécutives à la défaite et aux licenciements, bien des OS en effet ont tenu à se marquer encore CGT. Pour eux c'est toujours le syndicat qu'ils ont conquis de haute lutte contre le patron en 1982. C'est encore ce sentiment qui l'emporte sur la baisse de moral.

Correspondant LO

PETITE CAISSE FER  
poser sur entablement



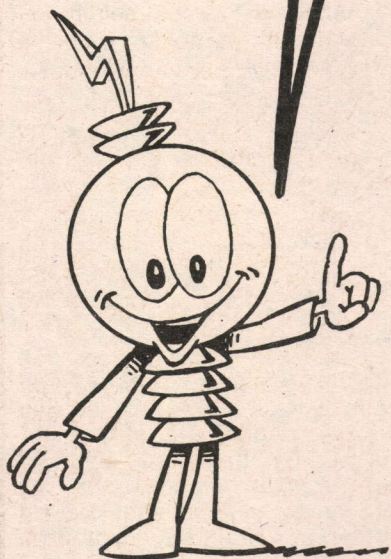
PETITE CAISSE FER  
prendre sur entablement bas et poser à terre



Petites fiches pour apprendre à travailler à des ouvriers qui ont en moyenne cinq à dix ans d'usine. Les débiles mentaux ne sont-ils pas derrière les bureaux ?



# EGF : c'est boiteux



Lors de la récente vague de froid, la direction d'EGF s'est félicitée d'avoir pu faire face à la demande exceptionnelle d'électricité, sans grosses coupures. C'était tout de même le moins qu'on pouvait attendre de sa part, car la production d'électricité en France est devenue excédentaire, en temps ordinaire, par rapport aux besoins — conséquence de la politique d'investissement d'EDF dans son vaste programme de construction de centrales nucléaires.

Pour financer ledit programme (dont l'ampleur n'était d'ailleurs pas entièrement commandée par les besoins prévisibles, mais aussi et peut-être même surtout par les appétits de profit des industriels intéressés), EDF a dû emprunter énormément. Avec 234 milliards de francs d'endettement fin 1984, c'est même l'entreprise la plus endettée du pays. Les intérêts (élevés) de ces emprunts, il faut les verser... donc faire rentrer de l'argent.

Et les tarifs, loin de baisser comme on le promettait il y a quelques années avec la mise en service du nucléaire (actuellement 60 % de la production nationale d'électricité), continuent d'augmenter, comme en témoigne la prochaine hausse de 4,5 % prévue pour le 15 février. Du moins pour les

petits usagers, car, pour ce qui est des industriels, la direction d'EGF a une toute autre politique : tarifs préférentiels (2/3 de l'électricité produite sont consommés par les industriels, mais 2/3 de l'électricité sont payés par les petits usagers), mais aussi aides à l'équipement.

Au début de l'année 1984, EDF lançait une campagne sur le thème : « *L'électricité ça coûte, l'électricité ça paye* », en direction des industriels, pour les inciter à s'équiper. Ainsi, pour l'année 1984, plus de 400 millions de francs de subventions ont été accordés aux industriels s'équipant en électricité. Des tarifs préférentiels, parfois en dessous des prix de revient, des facilités de paiement très grandes, ont été accordés. Et ces accords tacites sont protégés par le « secret commercial ».

Pour les petits industriels et les artisans, EDF propose du courant « basse tension », comme aux usagers ordinaires, mais au tarif « moyenne tension », qui est moins cher. Et c'est EDF qui prend à sa charge les frais de transformation.

« *EDF-le courant de la vie* » : c'est le slogan de la nouvelle campagne publicitaire qu'elle lance et qui vise, paraît-il, à montrer EDF comme une entreprise attentive au service de ses clients... Il y a évidemment client et client !

## La distribution, enfant pauvre des investissements EDF

Si les efforts d'investissement d'EGF se sont traduits par un développement important de la production d'électricité, il n'en est pas de même en ce qui concerne la distribution. Il n'y a peut-être pas eu de grosses coupures lors de la vague de froid, mais il y a eu un certain nombre d'usagers, notamment à Paris, qui ont dû subir des coupures plus ou moins longues.

Dans de très nombreux immeubles, les câbles des colonnes montantes et les câbles d'alimentation sont dans un état de délabrement avancé et leur diamètre ne correspond plus aux besoins des usagers abonnés. Le froid a donné le coup de grâce à des tronçons du réseau, qui n'ont pas pu faire face à une demande accrue. De nombreux quartiers ont été touchés : Les Halles, Temple, Saint-Antoine, Buttes-Chaumont, Tolbiac... A titre d'exemple : en une semaine sur le centre Paris-Centre, il y a eu 752 incidents pour 14 000 branchements. Ce n'est pas le gel qui est vraiment responsable des coupures de courant, mais la vétusté du réseau de distribution, incapable de faire face à la demande.

Paris, ayant été une des premières villes dotées d'un réseau d'alimentation en

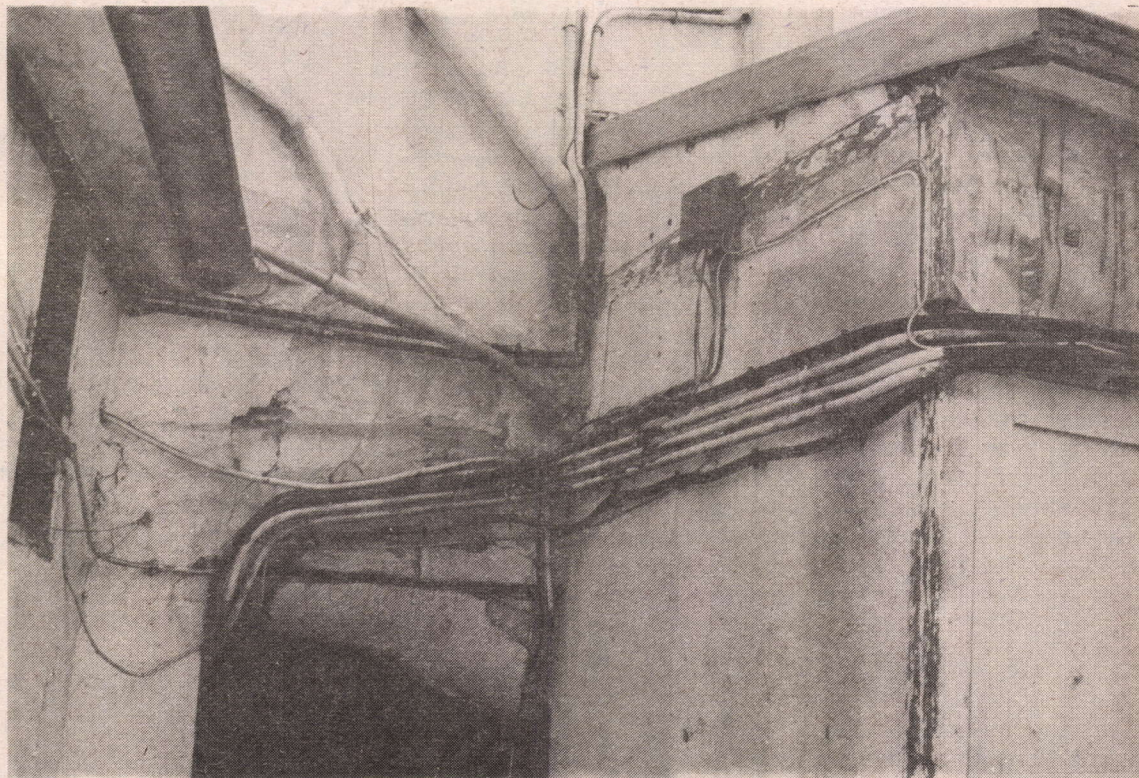
électricité, se retrouve aujourd'hui dans une situation particulière. Selon que l'on est dans le nord ou le sud de la capitale, les systèmes d'alimentation sont différents, mais l'un comme l'autre sont tout aussi vétustes.

Le changement de tension de 115 V à 230 V n'est toujours pas terminé et, dans les 3/4 des immeubles anciens, le matériel électrique est bon pour le musée : des coffrets métalliques avec un enchevêtrement de fils mal isolés à l'intérieur, des colonnes d'immeubles qui, en période de forte consommation, chauffent excessivement parce que sous-dimensionnés...

Cela amène parfois des accidents, comme en octobre dernier où une « boîte électrique 3 000 V sous-trottoir » a explosé à Paris-Sud, blessant grièvement une passante.

Bien sûr, une modernisation des réseaux de Paris est prévue : il s'agit d'une alimentation en « triphasé », comme le reste de la France.

Elle a commencé en 1965 et EDF comptait sur l'accroissement des ventes pour implanter ce réseau « tri » à moindres frais. Mais voilà, l'accroissement euphorique des années



1960 (doublement des ventes tous les 10 ans) a brusquement chuté à 2 % par an pour les années 1980. Alors, la fin de l'implantation du réseau « tri », qui était prévue pour 1990, est reportée à ... 2010. Entre-temps, l'ancien réseau « diphasé » est renforcé pour subvenir aux besoins. Le plus souvent cela tient davantage du rapiéçage que d'un plan mûrement réfléchi. Pour le sud de Paris, alimenté en « mono », la décision est prise de le faire disparaître, mais seulement dans quelques années. Alors, il faut vivre avec.

Même en ce qui concerne les infrastructures plus importantes, comme les gros postes de transformation, qui permettent de four-

nir une tension d'utilisation à partir de la haute tension, l'entretien laisse à désirer.

Ainsi, dans la nuit du 28 au 29 décembre dernier, le poste de Beaubourg brûlait entièrement à la suite d'une explosion. Le matériel électrique utilisé dans ce poste se trouve isolé dans des caissons remplis d'huile. Il y a quelque temps, EDF a fait des prélèvements pour vérifier ses propriétés d'isolement. Les conclusions ont été que seule une partie de l'huile n'était pas bonne et que donc il n'y avait pas à intervenir. On a vu le résultat.

Ce n'est pas la première fois que des incidents se produisent dans ce genre de postes. Déjà, il y a 10 ans, suite à l'explosion des

postes de Turgot et de Javel, la direction EDF avait renforcé la protection des transfos. Elle avait appelé cela la « javellisation ». Puis vint l'incendie du poste Halles, qui avait entraîné la « hallisation ». Maintenant qu'est survenu l'incendie du poste Beaubourg, elle crée un groupe de travail chargé d'en étudier les causes et leurs effets et, forte de son expérience passée, on peut s'attendre à ce qu'elle procède à la... « beaubourgisation ». Sachant qu'actuellement sur Paris il y a 25 postes de ce type, cela va en faire, des groupes de travail, puisqu'à chaque fois ce sont des incidents nouveaux qui se produisent et que la direction se contente d'y remédier au coup par coup.



## Pour l'austérité, entre le gouvernement et la direction le courant passe...

Les agents EGF, eux aussi, n'ont pas échappé ces dernières années à l'austérité gouvernementale.

Ainsi, question effectifs, si le nombre d'agents électriciens est passé avec le nucléaire de 96 900 en 1973 à 124 000 en 1983, après un maintien des effectifs autour de ce nombre ces dernières années, il est prévu une diminution nette de ces effectifs pour les années à venir.

Cela n'est pas bien sûr sans conséquence sur les

conditions de travail des agents. Ainsi, depuis le coup d'arrêt sur les embauches, dans certains centres, de nombreux départs à la retraite ne sont pas remplacés. Il arrive aussi qu'il faille 3 congés-maternité pour obtenir un remplaçant ! Des tournées de relève des compteurs sont annulées par manque d'effectifs (... et les usagers non visités sont alors facturés en « consommation estimée »). A Paris, pour achever le changement de la tension dans les délais qu'elle n'arrive pas à tenir, la direction a augmenté la charge

de travail au lieu d'augmenter le nombre d'agents. Ailleurs, elle effectue des déplacements vers des services où le manque d'effectifs se fait le plus cruellement sentir, jonglant, déshabillant Pierre pour habiller Paul !

Pour faire face aux incidents de ces dernières semaines dus au froid, la direction du centre de Paris-Est a trouvé la solution : faire travailler les équipes des canalisations au rythme de 24 h de travail et 8 h de repos. Les groupes d'intervention, eux, étaient mobilisés pour déconnecter les immeubles afin de tester les câbles et devaient laisser leur numéro de téléphone au service pour le week-end.

Alors, avec de nombreuses différences selon les secteurs, la tendance générale est au surcroît de travail et à la dégradation des conditions de travail : locaux exigus ici, retard dans les mutations là, par exemple.

## Des syndicats bien installés

A EGF, la centrale syndicale la plus importante est sans conteste la CGT pour qui, bon an mal an, 55 % des agents votent aux élections professionnelles. Viennent loin derrière la CFDT et FO. La fédération CGT de l'Energie déclare même avoir 90 000 agents en activité adhérents à EGF (pour un personnel de 140 000 agents).

Mais ce n'est pas simplement au niveau des élections professionnelles et du nombre d'adhérents que se traduit l'importance de la CGT. Elle se traduit surtout par une implantation militante qui, même si elle a aussi subi quelques avatars ces dernières années, n'en demeure pas moins très importante, sinon omniprésente. On trouve la CGT présente y compris parmi la haute maîtrise par l'intermédiaire d'un syndicat spécifique, le GNC (Groupe National des Cadres), cette division de la CGT en deux, l'une agents, l'autre maîtrise et cadres, n'allant pas sans tiraillement — de nombreux cadres GNC restant par trop souvent plus cadres que CGT !

A EGF, les syndicats siègent non seulement au Conseil d'administration mais aussi à de multiples commissions, à tous les niveaux, de la direction centrale jusqu'au niveau des centres. En particulier, ils participent à des commissions d'avancement et de promotion qui sont pour eux autant de moyens de se gagner une sorte de clientèle. Par ailleurs, ils disposent de grandes facilités de détachements pour activité syndicale.

En outre, par l'intermédiaire des œuvres sociales de la CCAS (Caisse Centrale des Activités Sociales) qui gèrent 1 % du chiffre d'affaires d'EGF, c'est plusieurs centaines d'autres postes de permanents dont disposent les syndicats. Et avec les employés que ces œuvres emploient, la CGT majoritaire se retrouve patron de près de 10 000 personnes.

La force que tout cela représente, en particulier pour la CGT, celle-ci la garde jalousement, jouant le jeu de la concertation et souvent celui du corporatisme, ce qui met incontestablement des limites à sa volonté de lutte à EGF.

Un exemple significatif de la politique des syndicats a été donné à l'occasion de l'accord sur les 35 heures.

La CFDT avait fait ses calculs : les 35 heures permettant d'embaucher 6 000 agents, elle était prête à accepter en échange une diminution de 2 % des salaires supérieurs à 9 200 F. Un marché de dupes, EGF pouvant ramener l'horaire à 35 heures, diminuer ces salaires, sans créer pour autant un seul emploi !

Quant à la CGT, elle se dit toujours pour les 35 heures avec création des postes correspondants, et sans diminution de salaire : mais le moins que l'on puisse dire c'est que, depuis 3 ans, il faut être dans la confiance des positions de la CGT pour connaître son point de vue sur la question car en fait elle n'a rien fait pour forcer le veto de la direction.

Face à toute cette politique d'austérité de la direction, il n'y a pas eu de véritables réponses de la part des syndicats. Seule la CGT a organisé des journées d'action nationales, en particulier en se rattachant aux journées de grève des fonctionnaires. Dernièrement, il y a eu une semaine d'action fin novembre, qui consistait en grèves tournantes par région. La CGT prévoit un nouveau mouvement prochainement.

C'est vrai que ces actions n'ont pas été globalement très suivies par le personnel. Mais il est vrai aussi que, jusqu'à présent du moins, la politique de la CGT tendait plus à désigner comme responsable les dirigeants d'EGF ou la conjoncture internationale (hausse du dollar), qu'à dénoncer la politique anti-ouvrière du gouvernement.

Correspondant L.O.

### Le réseau gaz

A Gaz de France, des économies dans les investissements en équipement sont également prévues. Pourtant le réseau est loin d'être moderne.

Depuis l'accident de la tour d'Argenteuil dans les années 1970, une réglementation plus rigoureuse a été mise au point, mais elle ne concerne que les installations nouvelles. Les immeubles anciens ont conservé leurs conduites en plomb (reconnues dangereuses), qui fondent très rapidement en cas d'incendie.

Dans nombre de villes, GDF ne possède que des plans succincts de ses conduites et est incapable de donner avec précision leur emplacement. Il n'est pas rare que ce soit une conduite d'eau ou de gaz moyenne tension qui soit percée alors qu'on croyait avoir affaire au réseau basse tension. Ou encore que GDF découvre par hasard une vieille conduite oubliée mais toujours en service. Par exemple, à Montmartre, une conduite en bois a été découverte récemment.

La surveillance des conduites de gaz, à distance, ou la manœuvre des vannes n'existent que dans quelques villes (Lyon, Marseille, Nantes). Ailleurs, la surveillance du réseau relève surtout de l'odorat du passant ! Des campagnes de recherche de fuites systématique avec appareils sont bien prévues, mais il ne faut pas en faire trop... parce que les réparations, cela coûte cher.

### Les coupures

Les coupures des usagers pour non-paiement ont été sensiblement augmentées en 1984 par rapport à 1983 et aux années précédentes, dans les centres parisiens. Les opérations coup-de-poing contre les « mauvais payeurs » entraînent un certain nombre de bavures : clients coupés alors qu'ils ont déjà réglé leur facture, clients coupés pour des factures de moins de 200 F, alors que les frais de coupure-rétablissement s'élèvent aujourd'hui à 180 F. De toute façon, à Paris 7 % des factures, soit 60 000, restent impayées.

Il y a vingt ans, il y avait un usage qui était de ne pas couper l'hiver, mais cela a été depuis longtemps abandonné. Il n'y a que lors de la dernière vague de froid que

des consignes ont été données de surseoir aux coupures.

Pour des raisons de sécurité, certains abonnés sont interdits de coupure. Il s'agit des hôpitaux et autres services publics, des hospitalisés à domicile (malade sous dialyse, malade ayant besoin d'une assistance respiratoire).

Si la raison d'être de cette interdiction de coupure est évidente, dans d'autres cas, elle l'est moins : sont interdits de coupure les ministres, l'Elysée, mais aussi les résidences de personnalités politiques, députés, ou encore des restaurants dont la cuisine est réputée plaire à des dirigeants de l'EGF... Question de sécurité pour leur estomac...

## Un accord tombé aux oubliettes

En 1981, en grande pompe, un accord avait été signé entre la direction et les syndicats sur la diminution du temps de travail. Cet accord prévoyait de ramener l'horaire hebdomadaire de travail sans diminution de salaire à 35 heures en 1985, à raison d'une heure en moins chaque année. Effectivement, en 1981 nous sommes passés aux 39 heures et en 1982 aux 38 heures. Mais, sous le prétexte du plan Delors, ensuite plus rien ! La direction a enterré son accord, les syndicats se sont inclinés.

Côté salaires, ces dernières années, comme ailleurs,

la direction nous a fait les poches. Petit problème mathématique : on prend un salaire mensuel de 6 000 F (un releveur gagne 5 400 F brut à l'embauche), on lui applique les augmentations de salaires EGF des années 1983 et 1984. Parallèlement, on applique à ce même salaire l'augmentation des prix calculée avec l'indice CGT pour la même période. En comparant les deux nombres obtenus, on constate qu'EGF doit à ses agents... 8 531,40 F.

Tout cela fait qu'aujourd'hui les dépenses de personnel représentent bien moins que ce

qu'elles représentaient il y a quelques années, proportionnellement. Ainsi, selon les chiffres de la direction, les charges de personnel représentaient en 1973 près de 25 % de ses coûts. En 1983, elles n'en représentaient plus que 20 %. Moins 5 %. Et depuis 1983 la situation s'est encore dégradée.

La presse, prompt à s'en prendre aux « avantages » des travailleurs EGF, au fameux 1 % des coûts EGF qui va aux œuvres sociales, ne parle pas en revanche de cette réduction de 5 % des dépenses de personnel. Comme elle ne parle pas du 1 % du chiffre d'affaires

d'EGF qui chaque année, près de 40 ans après la nationalisation, représentant aujourd'hui un énorme pactole, est distribué chaque année à un tout petit nombre d'anciens actionnaires.

Mais même si la presse n'en parle pas, cette diminution de 5 % des dépenses de personnel est bien significative des conséquences de la politique d'austérité du gouvernement et de la direction EGF de ces dernières années, sur les conditions de vie et de travail des agents.



# Il y a 10 ans, la libéralisation de la loi sur l'avortement

## Les étapes de la mobilisation

**Avril 1971 :** 343 femmes appartenant au monde du spectacle ou à celui des lettres signent un manifeste, publié dans le *Nouvel Observateur*, où elles déclarent avoir eu recours à l'avortement et réclament l'abrogation de la loi de 1920.

**Juin 1971 :** 600 médecins signent un manifeste en faveur de la liberté de l'avortement.

**Novembre 1972 :** Procès de Bobigny. Une jeune fille de seize ans, accusée d'avoir avorté, est acquittée. Le procès a été en fait celui de la loi de 1920.

**Avril 1973 :** constitution du MLAC, Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception, à l'initiative du Groupe Information Santé né en 1968 et de la Mutuelle nationale des étudiants de France (le MLAC est soutenu par les organisations d'extrême-gauche, dont Lutte Ouvrière).

**Mai 1973 :** inculpation à Grenoble du docteur Annie Ferrey-Martin, accusée d'avoir pratiqué des avortements : cette inculpation déclenche un mouvement de protestation dans toute la France.

**Novembre 1973 :** le film sur l'avortement, *Histoire d'A*, est interdit. Des projections « sauvages » ont lieu un peu partout.

**Mars 1974 :** Le MLAC fait circuler une pétition parmi les femmes, revendiquant la liberté de la contraception et de l'avortement, et organise une manifestation centrale à Paris.

**Décembre 1974 :** la loi Veil est adoptée grâce aux voix de la gauche. Promulgation le 17 janvier 1975. A l'essai pour 5 ans, en attendant l'adoption définitive, le 1<sup>er</sup> janvier 1980.

● Le 17 janvier 1985, la loi Veil a eu dix ans. Mais si le nom de Simone Veil reste attaché à la loi libéralisant l'avortement et la contraception, c'est avant tout à elles-mêmes et à leurs luttes que les femmes doivent d'avoir obtenu quelques libertés en la matière.

Jusqu'en 1975, l'avortement était interdit, en vertu de la loi de 1920, une loi réactionnaire punissant d'amendes ou de peines de prison les femmes ayant recouru — ou même ayant eu l'intention de recourir — à un avortement, ainsi que ceux et celles qui les auraient aidées. Toute propagande pour la contraception était interdite également. Repeupler le pays après des années de baisse de la natalité et la boucherie de 14-18 : tel avait été l'objectif du gouvernement de l'époque. Au nom du droit à la vie, ceux qui étaient responsables de centaines de milliers de morts sur les champs de bataille interdisaient aux femmes de recourir à l'avortement.

Pour des générations de femmes, les conséquences de la loi furent dramatiques. Ce fut, et c'était encore en 1975, le recours aux avortements clandestins évalués à plus de 800 000 par an, avec le risque de rester définitivement stériles, de voir leur santé gravement atteinte ou, pire, de mourir des suites d'une opération réalisée dans des conditions d'hygiène lamentables. Seules les mieux informées, et surtout

les moins pauvres, pouvaient s'offrir un voyage en Angleterre ou en Hollande.

C'est à la suite des événements de 1968 que la protestation contre cet état de choses devint massive et publique.

Des femmes célèbres puis des médecins osèrent bafouer la loi en proclamant, les unes, qu'elles avaient déjà avorté, les autres, qu'ils avaient déjà pratiqué des avortements.

D'accusées, les femmes devinrent accusatrices, transformant par exemple un procès pour avortement comme celui de Bobigny en 1972 en un procès de la loi de 1920.

Organisation publique, et même publicitaire, de départs pour les cliniques anglaises ou hollandaises, pétitions, manifestations organisées par le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) : des milliers de femmes et d'hommes se mobilisèrent pour défier le pouvoir — qui n'osait plus ni appliquer ni abroger la loi de 1920 — et tous les bigots réactionnaires, unis pour refuser aux femmes ce qui est pourtant un droit élémentaire : celui de disposer de leur propre corps, jusques et y compris en recourant à l'avortement.

Car, si l'avortement ne peut être qu'un pis-aller, un dernier recours toujours pénible pour les femmes, une « liberté » bien médiocre par rapport à celle qu'une procréation consciente pourrait leur apporter, c'était

tout de même la moindre des choses que de leur permettre d'y recourir dans les meilleures conditions.

Le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception a fini par l'emporter il y a dix ans. Contre la droite : un bon nombre de députés de droite étaient farouchement hostiles à la réforme : et si la loi Veil est passée, c'est grâce aux voix des députés de gauche.

Cela dit, cette gauche, quand elle était au pouvoir, que ce soit en 1936, après la guerre ou en 1956, n'avait jamais voulu braver les préjugés en proposant l'abrogation de la loi de 1920. En 1974, cette gauche politique officielle se contenta simplement de céder, elle aussi, devant une mobilisation née en-dehors d'elle.

Sylvie MARECHAL

## Etats-Unis

## La croisade contre dans l'Amérique

La croisade anti-avortement bat son plein aux Etats-Unis. Tout ce que l'Amérique compte de réactionnaires et de puritains se mobilise pour faire abroger la loi votée il y a douze ans et libéralisant l'avortement. 70 000 d'entre eux, militants de l'organisation Pro-life (pour la vie), le « Laissez-les-vivre » d'outre-Atlantique, sont venus manifester à Washington mardi 22 janvier, jour anniversaire du vote de la loi.

Cette mobilisation ne date pas d'hier. Ces militants ont déjà obtenu que des Etats comme la Californie et le Colorado limitent les subventions étatiques pour les avortements.

Mais ces derniers temps, le recours à l'action directe s'est fait de plus en plus fréquent. Tactique préférée de ces organisations : le « piquet ». Installés devant les cliniques ou les cabinets de médecins pratiquant des avortements, ces adeptes du laissez-les-vivre harcèlent les médecins et les patientes : ils leur font écouter des enregistrements de cris d'enfants, exhibent des photographies de fœtus. Ils crèvent les pneus des voitures, repèrent les adresses pour venir les persécuter à domicile.

Mais, les « piquets » n'étant sans doute pas suffisants à leurs yeux, une partie de ces militants Pro-life, qui ont un sens très particulier du respect de la vie, se sont transformés en poseurs de bombes, visant des bureaux du Planning Familial ou des cliniques pratiquant des avortements.

Bien évidemment, les responsables de Pro-life récuse toute responsabilité. Mais certains de leurs militants sont

plus francs ou moins prudents. C'est ainsi que le révérend David Shofner, pasteur à Pensacola, a déclaré : « Ce n'est pas du terrorisme. C'est de la destruction de propriété. L'histoire prouvera que les poseurs de bombes sont des héros parce qu'ils ont mis fin à l'assassinat des bébés. »

En tout cas, les encouragements viennent de haut. Reagan, farouchement hostile à l'avortement, a renouvelé son

## Un encourage-

Sous le titre « Un encouragement au terrorisme » le bi-mensuel trotskyste américain *The Spark* (n° du 7 au 21 janvier 1985) écrit notamment :

« Le jour de Noël, à Pensacola en Floride, des bombes étaient placées, visant une clinique pratiquant des avortements et les cabinets de deux gynécologues. Le 1<sup>er</sup> janvier, une clinique pour femmes de Washington était soufflée par une explosion. 24 fois au cours de l'année 1984, des cliniques auxquelles des femmes pauvres doivent recourir pour des avortements et le contrôle des naissances ont ainsi été détruites par des attaques terroristes à la bombe. Plus de cent rapports officiels existent, concernant d'autres agressions, des manœuvres de harcèlement, une tentative d'assassinat (le domicile d'un médecin mitraillé, alors que sa femme et son enfant étaient à l'intérieur), un kidnapping (un médecin et sa femme pris et détenus





# Où est la mère porteuse... d'une nouvelle société ?

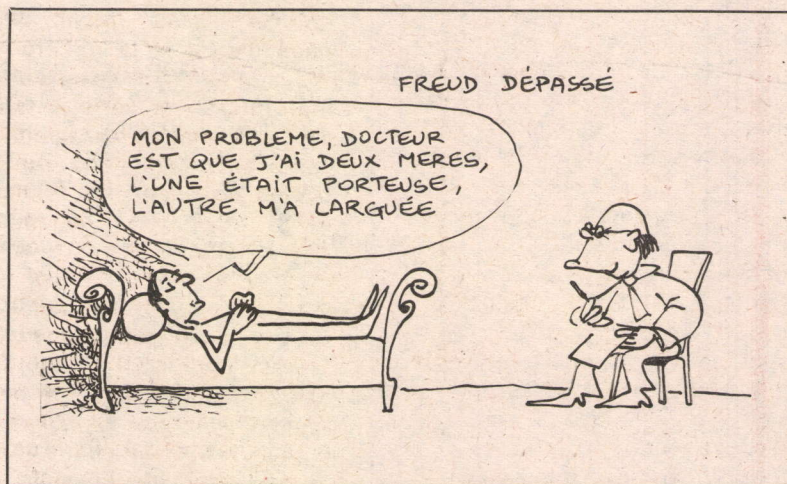
La science fait des progrès. Si les hommes et les femmes des pays pauvres, en Ethiopie, au Niger ou ailleurs, ne peuvent empêcher que leurs gosses crèvent de faim sous leurs yeux, les hommes et les femmes des pays riches, eux, se voient offrir une panoplie de plus en plus diversifiée de moyens procréateurs. Et la science cherche, et elle recherche, et elle trouve. Et on peut maintenant faire des enfants même quand on ne peut pas !

La femme d'un homme stérile peut recourir à l'insémination artificielle. Le compagnon d'une femme stérile peut avoir recours à la fécondation dans une éprouvette, ou dans le ventre d'une autre femme qui le loue ou le prête. On peut donc balader les ovaires, le sperme, et faire naître des bébés ici ou là. On fait des miracles, quoi ! On n'en est pas à l'immaculée conception, mais c'est tout comme. Comme ironisait le quotidien *Libération*, on peut désormais avoir un enfant, qu'on soit tout seul, stérile, homosexuel ou... mort (ce dernier miracle étant lié aux techniques de congélation du sperme ou des embryons).

Bref, la science progresse à grands pas. Mais pas la société. D'où des drames, ou prétendus tels !

Eh oui, le gros problème avec ces embryons modernes fabriqués de bric et de broc — mais qui deviennent néanmoins de vrais enfants — c'est qu'on ne sait plus très bien qui sont leurs père et mère ! On ne sait plus à qui ils appartiennent. Or nous vivons sous le règne tyrannique de la propriété privée. Et la loi bourgeoise qui la protège, le sacro-saint Code civil, n'ont pas d'articles ad hoc ! Il y a donc, ou il y aurait donc, un énorme problème juridique.

Evidemment, en cas d'insémination artificielle comme elle se pratique souvent, avec le sperme mis en banque de donneurs anonymes, le vrai père est inconnu au bataillon. Mais ça se complique dans le cas inverse — celui dont on parle tant aujourd'hui — des « mères porteuses », qui prêtent à une autre la jouissance pendant neuf mois d'une partie de leurs organes procréateurs. La « fausse mère » porteuse — qui est en tout ou partie la vraie — n'est évidemment pas anonyme. Au regard de la loi, regard trouble jeté sur son ventre



arrondi, comment peut-elle ne pas être reconnue mère ? Et si, après avoir promis de se prêter à ce jeu, elle ne voulait pas rendre l'enfant ?

C'est donc l'embrouille juridique. Et comme, dans cette société, les propriétés et les « biens » se transmettent héréditairement, pour ceux qui en ont comme pour ceux qui n'en n'ont pas (il y a au moins le « nom » à transmettre !), les juristes colloquent ! Sans conclure, évidemment.

Mais les moralistes aussi. Tout est-il bien moral ? Est-il admissible d'avoir un père et deux demi-mères, ou vice-versa ? Est-il moral que des femmes, celles qui prêtent pendant neuf mois leur utérus, se fassent rémunérer, ne serait-ce que pour tous les faux-frais d'une grossesse, à défaut de récupérer un prix de revient supérieur au prix coûtant ? Et même l'insémination artificielle, se sont demandé des ecclésiastiques, ne serait-elle pas « l'adultère avec des moyens vétérinaires » ?

Dans cet imbroglio juridico-éthico-médical, personne n'y retrouve plus ses petits !

Personne aujourd'hui. Parce que, dans cette société, les hommes et les femmes ne sont pas vraiment libres. Pas libres d'avoir des enfants et de les élever sans contrainte aucune, à commencer par la contrainte économique, pas la seule, mais pas la moindre.

C'est un drame pour un couple de ne pas pouvoir faire d'enfants, nous dit-on. C'est un drame pour d'autres d'en faire. Mais qu'à cela ne tienne. Aux premiers, la science offre de pouvoir faire un vrai enfant qui ne l'est qu'à moitié. Bien piètre solution, contestée, et qui est bien loin d'être généralisable !

Mais le problème est-il vraiment là ? Si le sens de la

propriété privée — jusques et y compris celle de la progéniture — n'existait pas, si la propriété privée n'existait pas, est-ce que des couples qui ne peuvent avoir d'enfants ne pourraient trouver satisfaction à élever des gosses qui ne sont pas les leurs ? Une des femmes « mères porteuses », interviewée par la revue *Parents*, disait au moins cela de très juste que les enfants n'appartiennent pas, en fait, à ceux qui les ont biologiquement conçus, mais bien plus à ceux qui les ont élevés. Les enfants, d'ailleurs, ont un sens de la filiation moins formel que les adultes. Et certains savent même renier leurs vrais parents !

Alors, dans une autre société, des hommes et des femmes qui ne peuvent avoir « leur » enfant n'en seraient nullement traumatisés et trouveraient satisfaction à en élever d'autres. Tout le monde d'ailleurs pourrait contribuer à l'éducation de tous les enfants de la Terre, du moins s'en sentir responsable et, à partir de là, et de là seulement, on pourrait dire la société vraiment humaine.

Mais on n'en est pas là. C'est le règne de l'égoïsme collectif en quelque sorte. Tous et chacun en sont encore à chercher les moyens d'avoir « leurs » enfants à tout prix, au prix de contorsions génétiques sophistiquées au besoin, tandis que des millions de gosses meurent de faim ou végètent. Comme si eux n'étaient fils ou filles de personne. Car la société actuelle dans son ensemble, n'a aucune vocation de mère porteuse.

La science progresse, c'est indéniable, et ce serait plutôt réconfortant. Mais plus elle avance, et plus les problèmes — ou les faux problèmes — qu'elle pose à la société révèlent l'état d'arriération profonde de cette dernière.

Michelle VERDIER



## tre l'avortement ue de Reagan

soutien aux manifestants venus le trouver mardi à Washington. S'adressant à eux par haut-parleurs, il les a assurés de son « profond sentiment de solidarité », il a affirmé qu'il fallait « mettre fin à la terrible tragédie de l'avortement », proclamant : « L'avortement, c'est la mort ».

Mais qui peut croire que c'est le respect de la vie qui anime ces bigots ou ces militants d'extrême-droite, qui se

transforment à l'occasion en poseurs de bombes ? Ils pleurent sur les « 18 millions de bébés victimes d'avortement » plus qu'ils n'ont jamais pleuré et ne pleureront jamais sur les enfants vietnamiens ou nicaraguayens victimes des armes américaines, ou sur les enfants des millions de pauvres, de chômeurs, qui vivent misérablement dans l'Amérique d'ordre moral de Ronald Reagan.

## agement au terrorisme

en otages durant une semaine).

Malgré tout cela, la direction du FBI persiste à déclarer, sans rougir, qu'on ne peut considérer ces actes comme terroristes, parce que le FBI n'a « aucune preuve » qu'ils sont le résultat d'une conspiration nationale organisée par une grande organisation.

En fait, une vaste organisation est bel et bien lancée dans une conspiration nationale destinée à terroriser les femmes pauvres, les femmes de la classe ouvrière, qui ont recours à l'avortement. Cette vaste organisation, c'est le gouvernement lui-même, qui a donné pour tout le pays des indications telles qu'elles ne peuvent qu'encourager cette forme de terrorisme. Pour les besoins de son élection, Reagan a stimulé les forces hostiles à l'avortement — et lorsque des cliniques ont eu droit à des bombes, que des médecins et des infirmières ont été

menacés, les autorités, et Reagan à leur tête, ont traité ces attaques comme de simples fredaines. Les terroristes ont pu voir qu'ils couraient peu de risques — puisque l'Etat approuvait !

La police a fermé les yeux, le FBI a déclaré que l'affaire n'avait pas de caractère d'urgence. Et celle-ci a été confiée au Bureau Fédéral des Alcools, du Tabac et des Armes à feu, sous prétexte qu'il ne se serait agi que de quelques cas d'individus isolés. Les journaux de Pensacola ont présenté les poseurs de bombes comme d'honnêtes citoyens, menant une vie saine, simplement abusés.

Quels encouragements supplémentaires pourraient demander les terroristes ? Aussi longtemps qu'ils placent leurs bombes dans des cliniques d'avortement au lieu de les mettre dans les couloirs du Congrès ils peuvent être sûrs de ne guère courir de risques. »



□ SAFT (Bordeaux)

## Un licenciement qui fait du bruit

Depuis bientôt 3 semaines, un OS de l'usine SAFT à Bordeaux refuse son licenciement. La direction sur simple déclaration d'un gardien, l'accuse de tentative de vol avec effraction dans la nuit du 9 décembre. Mais cet ouvrier nie toute responsabilité dans cette affaire. Il déclare que ce soir-là il regardait la télévision avec sa femme et son enfant.

Il est soutenu par tout son atelier (environ 30 personnes) et à plusieurs reprises l'ensemble des syndicats de l'usine (CGT, CFDT, FO) ont organisé un débrayage sur toute l'usine pour qu'enfin la direction donne des preuves, montre le rapport du gardien qu'elle gardait secret et accepte une confrontation avec lui et le « présumé voleur ». En vain : elle licencia purement et simplement l'OS, qui clame toujours son innocence.

Alors il décida, et avec lui le Comité de soutien, la CGT, la CFDT et FO, que tous les jours il rentrerait dans l'usine

malgré son licenciement. Le sentiment de la grosse majorité de l'usine était : « *Tant qu'un tribunal n'a pas confirmé les accusations de la direction, il faut que cet ouvrier soit réintégré* ». Cette action dura une semaine, malgré les interventions répétées d'un huissier dépêché par la direction. Et le lundi 14 janvier l'OS licencié était assigné au tribunal pour « violation de domicile ».

Ce jour-là, le Comité de soutien, la CGT, la CFDT et FO appelèrent l'usine à débrayer à 14 h. pour se rendre au tribunal et soutenir l'ouvrier licencié.

Pendant le week-end, la presse, les radios, la télévision régionale avaient repris cet appel. Et c'est à 100 que nous nous sommes retrouvés au tribunal avec pancartes et banderoles à l'appui !

Evidemment personne ne s'attendait à ça, surtout pas les flics des Renseignements Généraux qui nous demandèrent — gentiment — de ne

pas entrer dans la salle d'audience avec nos pancartes ! Mais comme aucune salle n'était libre, nous nous sommes retrouvés dans la bibliothèque du tribunal, avec d'un côté le patron, le chef du personnel, leur avocat, tous les trois rouges comme des tomates, et de l'autre, l'OS licencié, son avocat. Au milieu, le juge des référés. Et pour terminer, nous, contents de pouvoir assister aux débats. Le juge demanda deux jours de réflexion avant de prendre une décision. Il convoqua pour le lendemain le gardien, pour une confrontation avec l'OS licencié. Ce dernier était content : « *Enfin je vais pouvoir savoir qui c'est !* ».

Comme tout le monde s'y attendait, l'OS licencié ne devait plus rentrer dans l'usine. Mais, suite à la confrontation, le juge donnait son avis sur les « soupçons qui pourraient ne pas être confirmés dans l'enquête pénale en cours ».

C'était en quelque sorte

une façon diplomate de dire au patron : « *Votre affaire est bide* ».

Jeudi 17, le patron recevait un membre du Comité de soutien et de chaque syndicat. Il déclarait : « *Nous sommes allés trop loin, et vous et nous ; il faut trouver une solution. Donnons-nous quelques jours pour réfléchir...* » La direction voulait retirer sa plainte pour vol, mais l'OS licencié tint à ce qu'elle soit maintenue.

Vendredi, il était décidé que l'OS licencié ne rentrerait plus dans l'usine mais que tous les matins il serait présent devant la porte de 7 h à 8 h, entouré de tous ceux qui voulaient que cet ouvrier soit réintégré. Nous étions 35

pour le premier matin, sous la pluie battante. Et 26 membres du Comité de soutien se sont réunis entre 12 h et 13 h pour décider et organiser la suite de l'action : campagne de tracts sur toute l'industrie, etc.

Cette affaire suscite beaucoup de commentaires parmi les travailleurs de la région. La télévision en a parlé plusieurs fois, la presse aussi, au point que la direction générale à Paris s'en préoccupe !

Nous attendons maintenant la conciliation en Prud'hommes le 12 février. D'ici-là, on ne lâchera pas. C'est la réintégration de l'OS licencié que nous voulons.

Correspondant LO



## La guerre des gangs

Il n'y en plus que pour le Loto qui, avec les supergagnants qu'il fait (parfois), draine vers lui des millions de rêveurs : 10 millions de joueurs, 11 milliards de chiffre d'affaires.

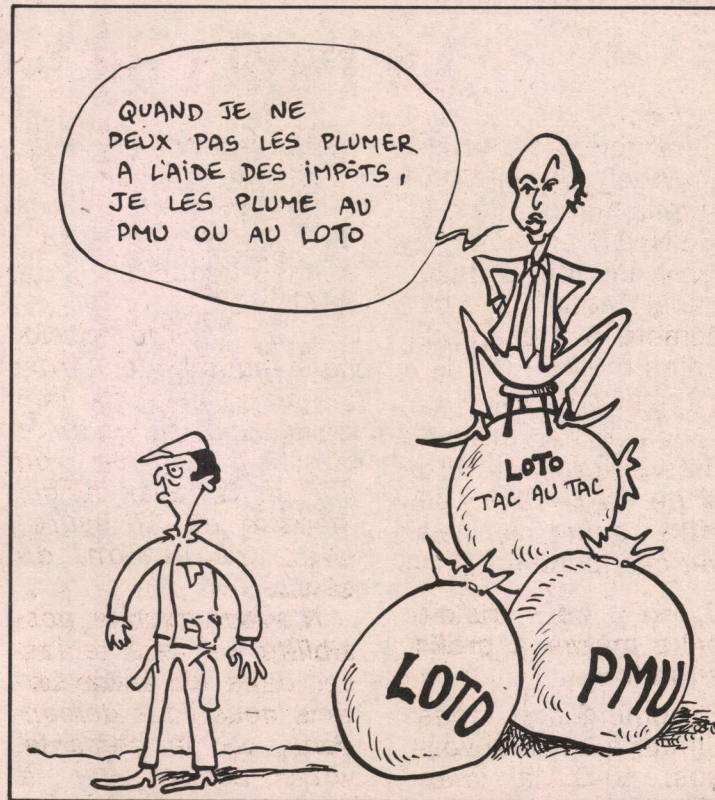
Du coup, côté PMU, rien ne va plus : le Tiercé « n'offre plus au parieur des rapports susceptibles de supporter la comparaison avec ceux, très spectaculaires, du Loto. La fréquentation des hippodromes s'en ressent, qui n'est pas ce qu'elle pourrait être ». Bigre, la situation doit être grave pour que ce soit le grand patron des courses qui pleurniche ainsi, c'est-à-dire, vous ne l'auriez peut-être pas deviné, Michel Rocard soi-même.

Pour le comble, le collègue de Rocard, Calmat, qui officie aux Sports, a confié le futur Loto sportif au gang Loterie-

Loto-Tac-O-Tac, plutôt qu'à celui des courses, qui était pourtant preneur, et pour moins cher...

Un futur Conseil des ministres en terrain neutre, au casino de Monte-Carlo par exemple, tranchera peut-être le débat. Mais, en attendant, les courses contre-attaquent en augmentant la mise. Bientôt un nouveau jeu hippique : le Quinté (on avait déjà le Tiercé, le Quarté, mais là, les rapports pourraient être vingt fois plus élevés) ou le Jackpot (cocher les numéros des sept gagnants d'une rencontre hippique : si personne ne gagne, ça gonfle la cagnotte du lendemain). Avec ça, enfoncé le Loto !

On ne sait pas qui gagnera la guerre des gangs. Mais, de toute façon, ils ont le même parrain : un certain Mémé Fabius !



□ RENAULT (Saint-Ouen)

## La Régie applique la flexibilité

Au département 37 (secteur Outillage, 600 personnes), la direction n'a pas attendu que soit signé l'accord national sur la « flexibilité » pour imposer aux travailleurs des systèmes d'horaires adaptés aux besoins de sa production.

A l'usine, les changements d'horaires, on en connaît la musique depuis des années. A Boulogne, le département tournait en 2x8, et l'horaire de la semaine de travail imposait aux ouvriers de venir le samedi. Mais peu après le déménagement de Boulogne à Saint-Ouen, la direction avait mis en place pour la plupart des travailleurs l'horaire en « normale », seuls les secteurs Gros-fraisage et Mise au point étant tenus de maintenir l'horaire en équipe. Ceux de la « normale » restaient tout de même tenus d'effectuer une semaine sur 7 en équipe du soir.

Il y a 4 ans environ, la direction annonça qu'elle voulait revenir sur le système et proposa aux ajusteurs d'augmenter le rythme de l'équipe du soir, en portant celui-ci à 1 semaine sur 4.

Face au refus de ces derniers et au mécontentement suscité, la direction reculait sur son projet. Elle proposa alors de faire appel aux volontaires... qu'elle ne parvint d'ailleurs pas à trouver. Pour la

quasi-totalité des ajusteurs, l'horaire en « normale » c'était « *quoi de plus normal !* ». Alors, pourquoi en changer ?

Mais en juin 1984, la direction revenait à la charge : elle reparlait à nouveau du problème des équipes et de la mise en place d'un « plan d'horaire aménagés ». On nous annonçait alors qu'il fallait s'attendre à des périodes de « creux » au niveau de la charge de travail et qu'en même temps les outils en cours et à venir devraient sortir dans des délais plus rapides. On apprit alors le plan de la direction : les ajusteurs devraient venir en équipe 2 semaines sur 3 ; les machinistes étant tenus d'effectuer une série de samedis pour compenser à l'avance les journées de « creux » prévues pour 1985.

A nouveau, les travailleurs firent savoir à la direction qu'ils refusaient le nouvel horaire. Et en septembre il y eut, à l'occasion des mouvements dans tout le groupe 5 jours de grève avec occupation à Saint-Ouen. L'une des raisons majeures de la grève était le refus des nouveaux horaires.

Et c'est en décembre que la direction a mis tout le monde au pied du mur, syndicats compris, en annonçant que dès le 7 janvier les ajusteurs désignés devraient démarrer l'horaire en équipe.

Le 7 janvier, une dizaine d'ouvriers qui devaient commencer l'équipe vinrent en « normale ». Mais leur action resta sans suite et, dès le 8, l'équipe était mise en place.

Aujourd'hui, 15 ajusteurs (sur 180 environ) sont donc en équipe 2x8. La direction prévoit, suivant la charge de travail, d'augmenter ou de baisser ce nombre. C'est ainsi qu'un ajusteur, qu'il soit en équipe ou en normale, ne sait pas dans les 15 jours qui suivent quel horaire il fera.

D'autre part, au dernier recensement, on compte dans l'usine au moins 5 horaires différents, tous variables suivant les besoins : le travail en « normale », l'équipe 2x8, le travail de nuit, le VSD (vendredi-samedi-dimanche en 3x8 heures), le SD (2x12 heures). Et cela sans parler des travailleurs qui viennent de temps à autre le samedi ou le dimanche en heures supplémentaires.

La flexibilité va donc bon train au Département 37. Mais si la direction n'a pas mis « le paquet » en mettant d'office tout le monde en 2x8, c'est aussi parce qu'elle craint toujours des réactions de la part des ouvriers. Et rien ne dit que le mécontentement n'éclatera pas à nouveau, comme en septembre dernier.

Correspondant LO



## Assurances

# L'UAP dans la rue

Après le 26 octobre, date à laquelle la direction de l'UAP avait annoncé un vaste plan de restructuration entraînant des déménagements de secteurs entiers, la création d'une filiale, etc., les réactions (débrayages, délégations) avaient été visibles, mais n'avaient pratiquement pas débordé des secteurs directement concernés.

En prolongement de ces réactions, les syndicats et notamment la CGT, majoritaire sur l'UAP région parisienne, ont appelé l'ensemble des employés UAP (Paris et Hauts-de-Seine) à une manifestation le 22 janvier. Ce n'est pas passé inaperçu : à la Tour Assur (La Défense), les quelque cinq cents manifestants se répartissaient dans neufs cars pour gagner Paris. Rue Jules-Lefebvre, le débrayage, bien suivi, entraînait tout une partie de l'encadrement. Avec les établissements Le Peletier, Vendôme, Ardennes et la participation du personnel extérieur (prospecteurs d'assurance), c'est donc à 2.000 environ que nous nous sommes retrouvés, pour manifester de la Trinité au ministère des Finances, en passant sous les fenêtres de l'UAP, rue Le Peletier. Certains employés qui étaient restés travailler, ayant vu la manifestation, ont d'ailleurs regretté de ne pas y avoir participé.

Car la manifestation a surpris ses participants par son importance. Si les slogans contre la filialisation, les restructurations et une éventuelle dénationalisation de certains secteurs étaient peu repris en dehors des militants



syndicaux, par contre, chacun était satisfait de retrouver des collègues perdus de vue ou qui n'avaient, en tout cas, pas manifesté depuis près de six ans.

Refuser, en descendant dans la rue, de laisser la direction nous manœuvrer sans réagir, c'est un peu commencer à rattraper le temps perdu.

L'appel des syndicats a donc rencontré un écho certain et cela peut contribuer à

changer l'ambiance à l'UAP. Proposeront-ils de donner une suite ? L'avenir le dira. En tout cas, le responsable CGT concluait son intervention devant le ministère des Finances sur la nécessité d'un mouvement d'ensemble, éventuellement une grève générale.

Effectivement, Yvette Chassagne, PDG de l'UAP, ne cédera pas grand-chose devant une action limitée.

Correspondant LO

## Un journaliste tétanisé

Le lendemain de cette manifestation, *Le Matin* la relayait sous le titre : « *Mobilité : les Français bougent de moins en moins. A l'UAP, comme à Peugeot-Lille, les salariés refusent un changement de quelques kilomètres* ».

de leur lieu de travail », et concluait : « *La crise économique tétanise les Français ; face aux difficultés, on s'enterre, on ne bouge plus.* »

On ne bouge plus ? La presse aux ordres prend ses rêves pour des réalités.

□ CREDIT LYONNAIS (Paris)

# A la Comptabilité-Titres et à la Bourse, l'action a la cote

Jeudi 17 janvier, à la Région Province du Service de la Bourse, la quasi-totalité du personnel (excepté l'encadrement), soit une soixantaine de personnes, a débrayé spontanément à 12 heures (heure de boom pour les opérations de Bourse) et s'est rendue dans le bureau du chef de service pour exprimer son ras-le-bol.

Dans ce service en effet, tant à cause de la réforme de la dématérialisation des titres que des carences de l'informatique, la pagaille et le surcroît de travail sont le lot quotidien du personnel. Aussi les revendications votées au cours de ce débrayage par le personnel furent : des conditions de travail correctes, 3 jours de congé et 1.500 F de prime de surcroît de travail.

Le chef de service n'accorda alors en compensation qu'une demi-journée de congé et a proposé au personnel pour résorber le suspens de faire... des heures supplémentaires.

Ce fut le tollé général. Lundi matin une partie du personnel du secteur Règlements Bourse et de la Région Bourse-Paris se joignait à la Région Province et c'est plus de 100 personnes (la moitié du service) qui se réunirent à 10 heures pour discuter des revendications et de l'action à mener. A la réunion, 22 personnes votèrent pour 24 heures de grève reconductible et 74 personnes pour des débrayages limités.

Mardi matin, le responsable des services Titres sur le plan national acceptant de recevoir les délégués à 9 heures, une centaine d'employés les accompagnèrent.

Devant l'insistance des délégués, il accepta finalement de recevoir en plus une dizaine de personnes du service, qui tout au cours de la réunion dirent tout ce qu'elles avaient sur le cœur, tandis que le reste du personnel occupait le hall d'entrée et les escaliers.

Une cinquantaine d'employés d'un autre service, Comptabilité-

Titres, touché par les mêmes problèmes, les rejoignirent.

Dans ce service, des débrayages ont eu lieu ces deux dernières semaines. En effet, non seulement ce service est touché actuellement par la dématérialisation des titres, mais de plus il sera dissous dans un an, et le personnel muté aux quatre coins de l'entreprise. Aussi les employés exigent-ils des garanties pour leur avenir.

La direction répondit non à tout, confirmant simplement la 1/2 journée de congé pour la Bourse et une journée pour la Comptabilité-Titres.

Le personnel de la Bourse se réunit ensuite et adopta une nouvelle revendication : 20 points (environ 200 F) pour tous (déjà réclamés par ceux de la Comptabilité-Titres), et le paiement des heures de grève.

L'après-midi, c'est à 140 des deux services que les employés allèrent fouler la moquette de la direction au Siège Central, boulevard des Italiens.

Devant un nouveau refus, cette fois de la direction du Personnel, aux revendications, chacun des services s'est réuni pour rediscuter.

Mercredi matin, 50 personnes de la Comptabilité-Titres votaient 24 heures de grève reconductible et décidaient de faire un tract au reste des employés de leur service (50 %) qui travaillaient encore. Ils décidaient d'envoyer une délégation prévenir ceux de la Bourse.

A la réunion du personnel de la Bourse, qui s'est tenue à 12 heures, il a été décidé d'un nouveau débrayage seulement le lundi 28 à 10 h. Les grévistes présents, un peu démoralisés de se retrouver à 60 au lieu d'une centaine la veille, veulent se donner le temps de convaincre les hésitants.

A cet effet, ils ont adoptés le texte d'un tract qu'ils diffuseront jeudi matin à la porte de l'entreprise.

Correspondant LO

□ SNIAS (Bourges)

# Le Papin de Noël

L'entreprise de transport Abel Papin, qui assure la manutention à la SNIAS, nous a réservé un joli cadeau de Noël : notre paye de décembre a été amputée d'au moins 1.000 F.

La plupart des ateliers de la SNIAS étaient fermés entre Noël et le jour de l'an. Papin en profita pour ne pas payer ces jours-là.

C'est ce qu'on appelle mettre à profit la situation.

Et comme il n'y a pas de limite à ses mauvais coups, voilà la char-

mante lettre recommandée avec accusé de réception que Papin a envoyée à tout le personnel travaillant pour la SNIAS :

« *La Société Nationale Industrielle Aérospatiale (SNIAS) où vous exercez vos fonctions a décidé de passer à un horaire de travail hebdomadaire de 37 heures avec réduction de salaire.* »

N'ayant aucune possibilité de vous reclasser dans un autre service, nous vous demandons, par la présente, votre accord sur la

réduction de votre horaire de 39 à 37 heures par semaine ainsi que la réduction de salaire qui en découle.

Sans réponse de votre part sous les 48 heures nous considérons que vous êtes démissionnaire.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués ».

Ses sentiments, il peut se les garder.

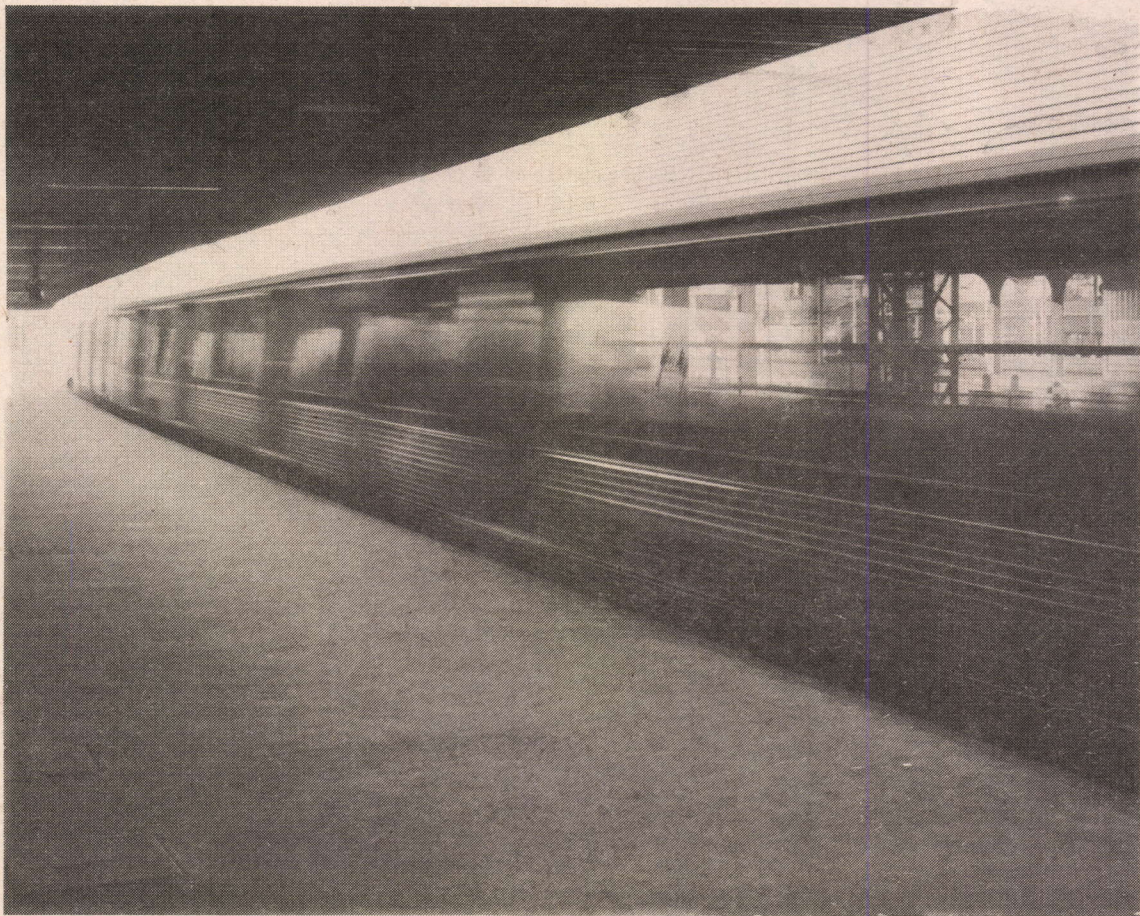
Et comme il cherche de nos nouvelles, il va en avoir.

Correspondant LO



□ SNCF :

## Le train fantôme de la banlieue Saint-Lazare



Dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 janvier, une rame bleue de train de banlieue a parcouru dix-sept kilomètres sans conducteur, complètement livrée à elle-même, sur les lignes de banlieue de la gare Saint-Lazare de Garches à Sartrouville.

Cette rame folle a atteint jusqu'à 70 km/h au passage de la gare de Puteaux. C'est ce que les cheminots appellent une « dérive ». Cela fait froid dans le dos. Heureusement, cela se passait à trois heures du matin, la rame était donc vide de voyageurs et il n'y avait pas d'autres trains sur le trajet. Heureusement, personne ne travaillait sur les voies ni sur les caténaires. Heureusement, les aiguilleurs de Puteaux ont pu la détourner vers La Folie et Sartrouville, ce qui a permis de freiner et de stopper la rame car, dans cette direction, la voie remonte. Sinon, la voie descend en pente douce vers la gare Saint-Lazare, et alors cela veut dire qu'il n'y a pas d'autre choix que d'envoyer le train sur le butoir ou de le laisser percuter les quais du terminus !

La dernière fois que cela était arrivé sur le réseau de banlieue de Saint-Lazare, c'était en 1976, entre la gare du Val-d'Or et Bécon-les-Bruyères où on avait réussi, in extremis, à faire dérailler

sur un butoir le train de travaux qui s'était « échappé ».

Comment cela peut-il se produire ? Dans le cas de la rame de banlieue, le conducteur avait arrêté son train en gare de Garches, pour effectuer un changement de sens. Le temps de s'absenter quelques minutes et la rame était partie, entraînée par la pente, car le système de freinage avait lâché.

En théorie, ce genre d'accident est impossible, car le freinage est assuré par le relâchement de la pression d'un circuit d'air comprimé. Quand le train roule, la pression de l'air comprimé s'exerce sur des ressorts qui écartent les machoires de frein. A l'arrêt on vide le circuit, les ressorts se relâchent : les freins sont bloqués. C'est la sécurité : toute défectuosité du circuit d'air comprimé entraîne le freinage.

Sauf que, sur les trains de voyageurs, il existe un deuxième circuit d'air comprimé pour la fermeture des portes. Un circuit gonflé à 9 kg de pression, au lieu de 5 kg pour les freins. Evidemment les deux circuits sont indépendants. Mais pour accélérer la recharge d'air comprimé du circuit de freinage quand le train repart, il existe des valves permettant de réalimenter le circuit de freinage à partir du

circuit des portes. Ce « court-circuit » ne peut en principe être mis en œuvre que lorsque le mécanicien desserre les freins.

Dans le cas présent, il semble que les valves ont mal fonctionné et qu'elles ont, à l'arrêt, laissé passer l'air comprimé des portes dans le circuit de freinage, ce qui a desserré les freins. Il semble également que le froid intense qui a régné pendant cette période puisse avoir abîmé les valves.

La direction va bien sûr invoquer la fatalité et dire qu'on ne peut jamais être sûr du matériel à 100 %.

Mais bien des cheminots pensent que la direction de la SNCF n'a pas pris les mesures utiles et indispensables pour faire face aux problèmes que le froid ne manquerait pas de poser. En particulier, avec ses mesures d'économies et de réductions d'effectifs, la SNCF s'est privée des moyens de faire les vérifications supplémentaires nécessaires.

Cette fois-ci, il n'y a pas eu de victimes. Mais demain ? On ne réduit pas impunément les effectifs d'une entreprise qui assure le transport et la sécurité de millions de voyageurs.

Correspondant L.O.

□ HÔPITAL CHATEAUFARINE (Besançon) :

## L'austérité continue

Depuis le temps qu'on en parlait, le nouvel hôpital Jean-Minjoz de Châteaufarine commence à prendre vie. La plupart des services sont déjà montés et, fin janvier, nous serons presque au complet.

Ce nouvel établissement est situé à la périphérie de Besançon. Sa superficie est cinq fois plus grande que l'ancien hôpital situé, lui, au centre de la ville. Il est de conception moderne, et la construction a été achevée en 1982.

Pendant 2 ans, les locaux n'ont pas été occupés. Les premiers services furent montés au début de l'année 1983. Depuis, la direction avait retardé les choses en attendant que le ministère débloque les crédits nécessaires à la création de 230 postes, suivant ses estimations. Les syndicats estiment qu'il manque 410 postes pour que le nouvel hôpital fonctionne normalement. On en est loin, puisqu'aucun poste n'a été créé pour 1985. En plus de cela, 28 postes d'ASH ont été supprimés depuis janvier 1985. Inutile de préciser qu'avec si peu de personnel, les conditions de travail deviennent de plus en plus difficiles.

Et, pour ne rien arranger, les locaux eux-mêmes sont mal adaptés. Dans les boxes d'urgence ou dans les salles de radiologie, on a bien du mal à tourner autour des brancards. En Réanimation, des monitorings ont été installés, sur lesquels il n'existe pas d'alarme respiratoire pour les malades intubés. Dans les blocs et les salles de radiologie, il y a du maté-

riel radio sophistiqué, mais pas assez de films pour les faire fonctionner. C'est même toute une histoire pour avoir des compresseurs, certains produits radio-opaques pour le scanner, du sparadrap ou des stylos.

Les horaires posent des problèmes à ceux qui n'ont pas de véhicule. Il n'y a pas de bus pour arriver le matin à 6 h. 30, et le soir, si, l'on rate celui de 21 h. 15 il faut courir très loin. Ceux qui travaillent de nuit sont souvent obligés de quitter leur domicile vers 19 h. 30 pour arriver à 20 h. 45.

Avec le froid qui a sévi ces derniers temps, le déménagement ne s'est pas passé sans problèmes. Le 7 janvier par exemple, le SAMU emménageait dans les nouveaux locaux et les malades arrivaient en même temps que le mobilier. Ce jour-là, les portes du sas sont restées bloquées et les malades se sont gelés en attendant dans le couloir. C'est là qu'on s'est aperçu que le sas était trop petit et que les portes fonctionnaient trop lentement. Le hall central ressemble à celui d'un aéroport et les températures glaciales ont fait réaliser à la direction à quel point il était mal conçu. Les portes automatiques sont constamment en panne, et restent donc très souvent ouvertes. Si bien que le personnel du bureau des entrées était obligé de travailler avec pulls et gants, car il faisait parfois 6° à 8° dans la journée. Des vitres ont été commandées, paraît-il.

Bref, les conditions de travail sont loin d'être parfaites, et l'atmosphère générale est plutôt fraîche.

Correspondant L.O.

□ CENTRE DE TRI PARIS P.L.M. :

## Elus syndicaux... ou « dégraisseurs » ?

Au centre de tri postal de la Gare de Lyon, à Paris, le Conseil d'administration de la cantine, composé d'élus syndicaux, vient de licencier un cuisinier. Sur les quinze représentants syndicaux, un seul militant CGT s'est abstenu lors du vote et le représentant CFDT a voté contre. Les treize autres (10 CGT et 3 FO) ont voté pour le licenciement.

Ce qu'ils reprochent à ce cuisinier, ce sont des retards, des altercations avec son chef cuisinier, assorties de menaces — menaces apparemment verbales puisque, s'ils avancent que le cuisinier aurait menacé son chef avec « un couteau », ce point n'a été confirmé par aucun témoin. Mais, pour justifier le licenciement, ils présentent cet employé comme un individu dangereux.

Car le licenciement est une mesure extrême, exceptionnelle même de la part de la direction des PTT, et elle a choqué de nombreux usagers de la cantine, qui jugent que le Conseil d'administration aurait pu, au moins, proposer que la cantine d'un autre centre de tri prenne le cuisinier. Que des militants syndicaux jouent ce rôle de licenciements est ressenti comme d'autant plus choquant que, dans le centre, quand des problèmes de ce genre se posent, la sanction ne va pas au-delà du déplacement de celui qui est mis en cause.

En gérant la cantine, les élus syndicaux jouent un rôle de patrons. Et ils s'y croient, ma parole ! Ils s'y croient même parfois jusqu'au bout...

Correspondant L.O.



□ ATHIS-CARS

## La grève réveille le patron

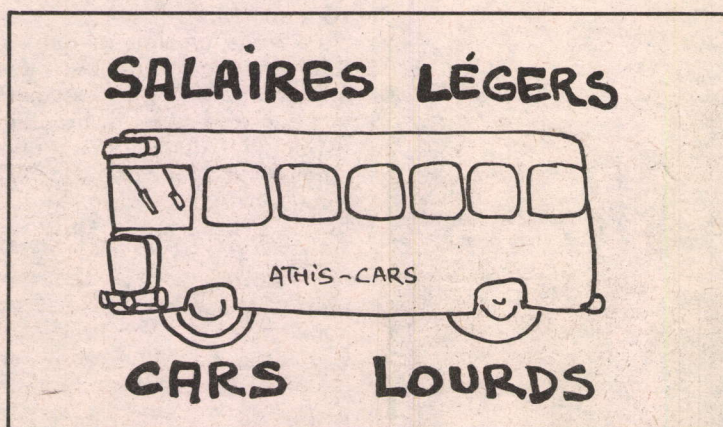
Athis-Cars est une compagnie de cars qui s'occupe sur l'Île-de-France du transport de travailleurs, d'élèves, de touristes, mais également de voyages en Europe.

Jusqu'à ces derniers temps, le patron d'Athis-Cars pensait pouvoir jouer au maître d'esclaves. La moyenne des salaires ne dépasse pas 5 000 à 5 500 F à Athis-Cars, pour bien souvent 12 à 14 heures par jour, sans jour de repos dans la semaine. C'est le cas quand on fait le tour d'Europe en 28 jours, avec, dans la plupart des cas, six à sept heures de sommeil par nuit. Et pour tout cela, on ne touche que 55 F quotidiens de déplacement et 0,10 F du kilomètre. A ce prix-là, on est classé chauffeur « grand tourisme ». Mais pas grand salaire ! Un chauffeur, qui a récemment fait ce fameux tour, a reçu 7 800 F...

Les cars sont mal entretenus. Les horaires sont trop lourds. Il n'y a pas assez de jours de congés.

Mercredi 16 janvier, la révolte a grondé. Parce qu'ils en avaient ras le bol, les chauffeurs de cars se sont mis en grève. A 1 heure du matin, le 16 janvier, un petit groupe de chauffeurs a bloqué la sortie du garage, empêchant ainsi tous les cars de circuler.

A 2 h. 40, le patron et sa femme arrivaient en catastrophe, cette dernière ayant



dû quitter son lit dans la plus grande précipitation, visiblement, puisqu'elle était en robe de chambre.

Le patron n'en croyait pas ses yeux. Il n'y avait jamais eu de grève à Athis-Cars. Le patron avait souvent tout fait pour que les travailleurs ne s'organisent pas, même sur le plan syndical. Alors, pour une première, c'était une première !

Le patron était prévenu depuis le 20 décembre par les représentants des travailleurs que, s'il ne revoyait pas leurs conditions de travail, ils se mettraient en grève. Mais il n'avait pas cru que les menaces seraient mises à exécution. Peut-être n'avait-il pas cru non plus que les associations de parents d'élèves, les syndicats intercommunaux et autres associations seraient solidaires des grévistes. Mais si.

Et malgré sa tentative de faire évacuer, il a été contraint à la négociation. Le préfet a préféré nommer un médiateur. Avant le début des négociations, les représentants des chauffeurs de la Fédération Nationale des Conducteurs Routiers, de la CGT, de FO, ont posé le préalable suivant : « D'accord pour lever le blocus, si on a tout de suite 5 % d'augmentation et deux jours de repos hebdomadaires ». Le délégué de la CFDT, lui, non gréviste, s'est déconsidéré auprès de « ses » syndiqués en se rendant au tribunal dans la voiture du patron !

Le samedi 19 janvier, le patron acceptait le préalable. La grève a cessé, et les négociations sur tous les problèmes soulevés par les chauffeurs de cars doivent s'engager dans les prochains jours.

Correspondant L.O.

## Horaires décalés = suppression des cars de ramassage

L'usine Thomson-CSF (DTE), division des Tubes électroniques, a été implantée dans la zone industrielle de Vélizy il y a une dizaine d'années. Elle regroupait des travailleurs des différents centres de la région parisienne.

A l'époque, on nous disait que le RER devait desservir la zone dans un proche avenir. Cela n'avait pas rassuré les travailleurs qui devaient être regroupés à Vélizy et la direction avait dû mettre sur pied un service de cars couvrant la région parisienne. Heureusement, car le RER n'est toujours pas arrivé !

Mais la direction, depuis quelques années, voudrait bien faire une petite économie sur ce service. Alors, elle grignote. Elle laisse le réseau de cars tel quel, sans l'adapter au mouvement du personnel et aux effectifs. Elle refuse les modifications proposées par les usagers sur certaines lignes. Bref, elle voudrait bien diminuer le nombre de lignes.

Elle annonce d'ailleurs maintenant aux nouveaux embauchés que, dans l'avenir, il faudrait qu'ils trouvent eux-mêmes un moyen de transport car le service de ramassage ne sera pas maintenu dans l'état actuel.

Dans ces conditions, de nombreux travailleurs prennent les cars de l'usine d'à côté (Thomson également), qui sont plus pratiques pour eux, encouragés d'ailleurs par la direction qui pense y retrouver son compte.

Seulement voilà, quand il y a une modifi-

cation d'horaire à l'usine, il n'y en a pas forcément dans l'usine à côté.

L'année dernière, quand nous devions commencer six minutes plus tôt le matin pour récupérer les ponts, ceux qui prenaient les cars de l'usine d'à côté ne pouvaient arriver à l'heure. Qu'à cela ne tienne, pour la direction. Pas de problèmes ! Ces travailleurs seraient sanctionnés sur leur salaire tous les matins, ou bien il faudrait qu'ils pointent six minutes plus tard le soir.

Cette année, c'est le soir que l'horaire est modifié : nous sortons dix minutes plus tôt. Et ceux qui prennent le car de l'usine voisine sont encore lésés et ne peuvent en profiter ; leur car, lui, est toujours à la même heure et, de surcroît, ils doivent attendre dix minutes dehors.

Aussi, lundi 14 janvier, ils sont montés à la direction pour demander une compensation (en jours de récupération).

Le chef du personnel a fait savoir sa réponse en fin de semaine : « Restez au travail dix minutes de plus, et vous pourrez récupérer ».

Pour une direction qui souhaite instaurer l'horaire à la carte (et par la suite sans doute réduire les services de cars), voilà qui était une bonne occasion pour commencer !

Pas de chance ! Les intéressés ont refusé. La direction n'a pas bien compris : on veut rentrer chez nous plus tôt le soir, pas faire des heures supplémentaires...

Correspondant L.O.

□ PEUGEOT (Sochaux)

## Fabrication de la 205 à la mode 404

Pour parvenir à satisfaire les commandes de la clientèle en 205, la direction des Automobiles Peugeot a décidé de fabriquer et de monter une partie des 205 à Sochaux, en particulier l'assemblage-caisse qui était fourni par l'usine de Mulhouse où sont produites l'essentiel des 205, soit plus de 1 000 voitures par jour.

En l'espace de quatre semaines, des dizaines d'ouvriers professionnels sont allés quotidiennement à Mulhouse démonter, pour la remonter ensuite à Sochaux, une chaîne de montage et des machines d'assemblage. Et plusieurs dizaines d'ouvriers de fabrication étaient allés précédemment apprendre les

postes à l'usine de Mulhouse, distante de 60 km.

C'est donc dans un temps record que la direction des usines Emboutissage a assuré le lancement de l'assemblage des caisses à Sochaux.

Mais attention, sur cette chaîne où travaillent 200 ouvriers, le mode de fabrication est digne des temps héroïques de la 404, modèle d'il y a 20 ans. Aucun montage n'est automatisé, tous les points de soudure se font à la pince à souder, dont certaines atteignent jusqu'à 1,5 m de long. Alors, bonjour les gros bras...

La robotique, les technologies nouvelles, dont on nous rebat les oreilles, à Sochaux, c'est de l'huile de coude et du biceps.

Les anciens, proches de la retraite, ont cru rajeunir de 20 ans. L'un d'eux a déclaré : « Moi qui suis le vétéran de l'Emboutissage, je peux affirmer que, du temps de la 404, c'était pareil, avec, en mieux, le fait que l'on n'avait pas tous ces chefs sur le dos ».

La direction du secteur concerné, qui se félicite d'avoir ramené 200 emplois à l'Emboutissage-Tôlerie, presque exclusivement sur les pinces à souder, n'a pas précisé le nombre exact de chefs, ingénieurs, directeurs, présents sur les lieux pour suivre et pousser à la production. Il est impressionnant.

Correspondant L.O.

□ TELECOMS (Aubervilliers - 93)

## Débrayage : le directeur passe aux abonnés absents

Au Central téléphonique d'Aubervilliers, dans les services techniques, il manque 20 personnes sur 41, pour assurer la maintenance des lignes entre Paris et la province Nord.

Pour faire fonctionner le Centre du lundi au samedi de 7 h à 21 h, l'administration vient de nous proposer des heures supplémentaires le samedi, qui seraient rendues simples (un travail de 8 heures est récupéré 8 heures, c'est-à-dire sans tenir compte du fait que ce sont des heures supplémentaires). Ceci a entraîné le mécontentement du personnel. Réunies en assemblée générale le mardi 22 janvier, les 30 personnes concernées ont rédigé une motion mettant au clair les revendications : la demande de personnel et le travail du samedi rendu double.

Nous avons décidé d'aller voir le directeur d'établissement. Celui-ci

a refusé de nous recevoir, et il a fallu forcer sa porte pour arriver à se faire entendre. Mais il a préféré prendre la poudre d'escampette... Il a eu peur, le pauvre !

Les réactions ne manquaient pas : « Il s'est dégonflé » ; « Le bateau coule et c'est le commandant qui le premier prend la chaise ». Loin de se décourager, on s'est donné rendez-vous le lendemain matin pour y retourner.

Le lendemain, nous étions 26 à débrayer. Le directeur était toujours aux abonnés absents et c'est son adjoint qui nous a reçus. Bien sûr, nous n'avons eu aucune précision. Mais nous remettons ça le 4 février, premier jour d'application de ces nouveaux horaires... sans effectifs, et jour pour lequel l'assemblée générale des 30 a décidé de faire grève. D'ici là... on se prépare.



## « Sacco et Vanzetti »

de Ronald Creagh

Militants anarchistes, immigrés italiens, Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti furent exécutés le 23 août 1927 sur la chaise électrique de l'Etat du Massachusetts. Accusés d'avoir participé à deux attaques à main armée — dont l'une avait fait deux victimes — ils avaient été arrêtés six ans auparavant, en mai 1920. Et c'est au terme d'un procès où l'accusation avait fabriqué preuves et témoignages qu'ils avaient été condamnés à mort.

Sacco et Vanzetti, au moment où ils furent arrêtés, n'étaient pas des inconnus pour la police américaine : comme tous les militants anarchistes, ils étaient l'objet d'une surveillance particulière. Et Ronald Creagh consacre une grande partie de son livre à décrire ce contexte de répression, de « terreur blanche » à l'encontre de la classe ouvrière et des militants.

Le courant anarchiste, relativement important en Italie, avait traversé l'Atlantique avec les vagues d'immigrants italiens. Et ces anarchistes italiens concentraient contre eux, doublement, les coups de l'appareil d'Etat : immigrés, misérables, surexploités, ils étaient victimes du racisme ; anarchistes, ils étaient l'objet tout désigné d'une chasse aux sorcières alimentée par quelques explosions qui leur étaient attribuées.

A partir de 1919, année marquée aux Etats-Unis par une série de grèves importantes violemment réprimées, le gouvernement américain organisait un « véritable safari contre la gauche radicale ». Les militants — en particulier anarchistes —, les syndicalistes sont pourchassés, arrêtés, expulsés. En décembre 1919, deux cents militants étaient ainsi embarqués, de force, à bord du « Buford », surnommé « l'arche soviétique », à destination d'URSS. Et en février 1920, un typographe anarchiste, italien d'origine lui aussi, Andrea Salsedo, arrêté, torturé, était assassiné par la police : son corps était retrouvé, dans la rue, deux mois plus tard.

Et le procès de Sacco et Vanzetti ne fut qu'un épisode — le plus spectaculaire sans doute — de cette furie répressive de l'Etat américain à l'encontre de tous ceux qui, dans la classe ouvrière, appelaient à la lutte et à l'émancipation.

Pendant les six longues années de procédures d'appel et de révision du procès, la campagne de solidarité s'étendit, mobilisa les militants anarchistes, les Partis Communistes et le mouvement ouvrier du monde entier. Des meetings massifs, des manifestations, des grèves eurent lieu, souvent



Bartolomeo Vanzetti et Nicola Sacco, le 9 avril 1927, se rendant à l'audience où ils vont apprendre leur condamnation à mort.



Une vue du cortège communiste à la manifestation parisienne du 7 août 1927, pour sauver Sacco et Vanzetti.

marqués d'affrontements violents.

La campagne déborda largement le mouvement ouvrier. De nombreux intellectuels, des députés, des ministres, un ancien président de la République française, des évêques, et le pape lui-même prirent position en faveur des deux condamnés.

Mais l'Etat américain ne céda pas. Un homme, emprisonné pour un autre crime, avoua sa participation à l'un des hold-up imputés à Sacco et Vanzetti, les innocentant. De forts soupçons pesèrent sur un gang de malfaiteurs. Mais rien n'y fit, le procès ne fut pas révisé, et la sentence fut exécutée.

A la veille de son exécution, Nicola Sacco écrivait à son fils Dante, âgé de 14 ans :

« Souviens-toi, Dante, ne songe pas seulement à ton bonheur : au contraire, regarde autour de toi, aide les faibles qui cherchent aide et porte secours aux persécutés et aux victimes qui luttent et tombent, comme ton père et Bartolomeo tombèrent hier pour conquérir la joie et la liberté de tous les pauvres travailleurs ».

Le livre pêche par un aspect universitaire, par le recul de l'historien à l'égard des militants qu'il décrit. Il dresse cependant un tableau intéressant d'une période et d'un aspect du mouvement ouvrier américain de cette époque, dont Sacco et Vanzetti sont devenus les symboles.

Philippe NATIER

Sacco et Vanzetti, de Ronald Creagh. Editions « La découverte » - Actes et mémoires du peuple. 260 pages. 88 F.

## « Homme invisible pour qui chantes-tu ? »

de Ralph Ellison

Ce roman, unique roman de l'écrivain noir américain Ralph Ellison, dont l'action se situe dans les années 1930-1940, fut écrit en 1952.

Le héros, un Noir, né dans le Sud, ambitionne de faire des études. Il suit des cours dans une université dont le directeur est noir, lui aussi. Parce qu'il a emmené un Blanc dans un café fréquenté par des Noirs et a donc bravé les habitudes ségrégationnistes, il est exclu de l'université. Le directeur tient à préserver sa position sociale, il est donc inflexible. Cet épisode illustre à sa manière la veulerie de la bourgeoisie noire devant le monde des Blancs.

Le héros monte alors à New York et, après bien des embûches, il finit par trouver un emploi dans une entreprise où l'on fabrique de la peinture. Mais les relations n'y sont pas plus simples, même si les ouvriers qu'il rencontre sont noirs comme lui. Il travaille avec un ouvrier qui a la réputation — justifiée — d'être lié à la direction et, du coup, il est soupçonné par les syndicalistes noirs d'être lui aussi un fayot. Cet imbroglio se résout parce qu'il est victime d'un accident du travail.

Sans emploi, après un séjour à l'hôpital où il subit de mauvais traitements, il se retrouve, un peu paumé, dans les rues de Harlem, au moment où l'on expulse un couple de vieux Noirs. Le spectacle de leurs minces affaires éparpillées sur le sol le révolte. Indigné, il soulève la colère des voisins contre l'expulsion.

Son courage ne passe pas inaperçu. Il est remarqué par un dirigeant de la « confrérie » : on comprend que la formule littéraire s'applique au PC américain. Le héros est alors recruté pour devenir orateur noir du PC à Harlem. Il entrevoit alors des perspectives nouvelles. Lui qui avait été jusque-là une sorte de jeune homme candide dans un monde dont il ne comprenait pas les règles, lui qui cherchait quelque chose sans trop savoir quoi, il lui semble avoir trouvé sa voie.

Il se lance donc dans l'action politique, il multiplie les réunions. Il prône la fraternité entre les Noirs et les Blancs et

se heurte à la concurrence des militants nationalistes de Harlem, qui l'accusent de se compromettre avec des Blancs. Mais il tient bon et résiste aux sirènes du retour en Afrique, prôné par certains des nationalistes.

On sent battre avec l'auteur, le pouls de Harlem. Mais au moment où il semble au héros que la « confrérie » pourrait s'appuyer sur un soulèvement des Noirs, celle-ci recule et refuse de l'entendre, sans se soucier d'abandonner les Noirs à l'emprise des nationalistes.

Mis en cause à une réunion du parti, livré à lui-même dans Harlem, il organise une manifestation en faveur d'un Noir, un renégat du parti qui vient d'être assassiné par la police. Il est alors définitivement écarté. Ecoeuré, il cherche alors refuge dans une cave et opte pour l'« invisibilité », le symbole littéraire du refus de prendre part à la vie sociale normale et d'y faire des choix.

Comme de nombreux intellectuels noirs de sa génération, Ralph Ellison fut préoccupé par l'engagement politique, en particulier aux côtés du PC américain. Dans les années 30, il collabora à diverses publications où s'exprimaient les intellectuels, compagnons de route du PC stalinien.

Mais dans ce roman, très allusif sur ce point, les problèmes ne sont pas vraiment abordés. On cherchera en vain pour quelles raisons le PC stalinien a changé d'attitude politique, comme on l'entrevoit dans le roman.

Ralph Ellison semble avoir été marqué par ces événements, mais il n'en a tiré que des éléments d'ordre littéraire, la littérature étant devenue en 1952 sa préoccupation essentielle. Si son livre brosse le portrait intéressant d'un Noir américain tiré à hue et à dia par les contradictions de la société américaine, on ne partage évidemment pas la leçon implicite qu'Ellison tire de cette période : le refus de continuer la lutte.

Jacques FONTENOY

Homme invisible, pour qui chantes-tu ?, de Ralph Ellison. Editions Bernard Grasset, 545 p., 89 F.

Raphl Ellison fait allusion au tournant politique que le PC américain prit au moment de l'alliance entre l'URSS et les USA contre Hitler. Redevenu ouvertement partisan de la stabilité intérieure, comme il l'avait déjà été au moment du New Deal de Roosevelt, où il s'était déjà opposé aux intérêts des ouvriers et des Noirs américains, le PC s'opposa alors de toutes ses forces aux revendications et luttes spécifiques des Noirs américains qui, transformés pour les besoins de la cause de l'impérialisme américain en « combattants de la démocratie contre le fascisme », ne voyaient pas pourquoi ils ne commenceraient pas la croisade contre le fascisme et le racisme... aux Etats-Unis mêmes.

Un porte-parole du PC, Doxey A. Wilkerson, (que cite Daniel Guérin dans son ouvrage De l'Oncle Tom aux Panthères),

déclara à cette époque :

« Les Noirs doivent accorder à cette guerre un soutien inconditionnel. Il y a des leaders de couleur qui organisent des luttes de masses de la population noire. Ils suivent une voie qui affaiblit le programme de victoire de la nation. Tracer de façon idéaliste des plans d'après-guerre pour les Noirs tend à les priver de l'énergie requise pour la seule tâche vraiment urgente aujourd'hui : gagner la guerre. »

De 1941 à 1943, en effet, il y eut une montée de la révolte noire avec une marche sur Washington et des émeutes à Detroit et Harlem. Dans ce quartier de New York, les stalinien prirent fait et cause pour l'administration et la police de la ville. Cette orientation politique discrédita le PC dans les milieux noirs. Après la guerre, il tenta bien de regagner la confiance perdue mais en vain.



## « Victor Hugo »

d'Alain Decaux

Ce gros livre de 1036 pages, agrémenté de documents et portraits de l'époque, se lit aussi facilement et avec autant d'intérêt qu'on en prend à écouter Decaux quand il raconte.

Avec trois républiques, deux Empires, trois royaumes et autant de révolutions, la vie de Victor Hugo se confond avec le siècle. Il a connu plusieurs générations d'artistes, de Chateaubriand à Verlaine. Mais dans la mémoire des gens, sa vie accompagne le long combat pour les libertés qui a marqué le siècle : Hugo royaliste à 20 ans deviendra républicain, condamnera les massacres de la Semaine sanglante et finira même par se réclamer des idéaux du socialisme provoquant les glapissements de tous les bien-pensants.

Et c'est la vie de cet homme qu'Alain Decaux s'attache à décrire avec le talent de conteur qu'on lui connaît.

Ne cherchez pas dans ce gros livre une étude sur l'œuvre littéraire de Victor Hugo ; ce qui intéresse l'auteur, c'est l'individu ; les événements historiques eux-mêmes ne sont relatés que dans la mesure où ils ont concerné Hugo. Aucun aspect, par contre, de sa vie intime ne reste dans l'ombre.

Raconter un Hugo mysti-

que faisant tourner les tables, ou même le vieillard tripotant ses jeunes servantes, bien sûr c'est rapporter un aspect de la réalité... mais en consacrant une part importante de son gros livre à ces facettes du personnage, Alain Decaux diminue beaucoup l'intérêt de son ouvrage. Il décrit finalement les préjugés d'un bourgeois de l'époque et les conventions sociales auxquelles Hugo n'a pas échappé — en particulier dans ses rapports avec les femmes.

Ne visant pas à une étude littéraire, Alain Decaux,

sans doute par souci de faire revivre son personnage, a enfermé celui-ci dans un recueil d'anecdotes.

Victor Hugo, dont Leconte de Lisle disait : « Victor Hugo est bête comme l'Himalaya », répondait : « Je ne trouve pas le mot désagréable et je pardonne à Leconte de Lisle qui me fait l'effet d'être bête tout court ».

André CASTILLE

Victor Hugo, d'Alain Decaux. Librairie Perrin, 1036 pages, 160 F.



Victor Hugo à l'Académie Française, caricaturé par Prosper Mérimée.

## « Meurtres pour mémoire »

à la télévision



Samedi 26 janvier, à 20 h 40 sur la première chaîne, la télévision présente un téléfilm tiré du roman de la Série noire de Didier Daeninckx, édité il y a un an.

Un jeune étudiant en histoire fait des recherches dans les archives de la préfecture de Toulouse. Il est assassiné. L'enquête que mène l'inspecteur Cadin le ramène vers le passé, celui de la manifestation des Algériens à Paris, pour réclamer leur indépendance, le 17 octobre 1961 : une manifestation sauvagement réprimée par la police qui massacra des centaines d'Algériens. Un autre passé refait également surface. L'occupation allemande pendant la dernière guerre mondiale et la complicité

des autorités françaises dans la déportation des familles juives.

C'est ainsi qu'au fil d'une enquête policière banale, mais rondement menée, Didier Daeninckx dénonce les coulisses peu reluisantes de l'appareil d'Etat.

Laurent Heynemann a réalisé le téléfilm. Il avait déjà tourné La question, adaptation du livre de Henri Alleg sur les tortures pendant la guerre d'Algérie. Meurtres pour mémoire fait revivre quelques épisodes pas si lointains de notre histoire, qu'il est bon de garder en mémoire.

Claude CHARVET

Meurtres pour mémoire, de Didier Daeninckx, n° 1945 de la Série Noire, Ed. Gallimard.

## Sélection télé

### Samedi 26 janvier

20 h 05. FR3. Le Disney Channel : une nouvelle série d'émissions que FR3 consacre chaque samedi aux dessins animés de Walt Disney. Il s'agit en particulier de « vidéo-clips » en dessins animés sur les plus grands « tubes » des 50 dernières années.

20 h 40. TF1. Meurtres pour mémoire, téléfilm de Laurent Heynemann d'après le roman de série noire de Didier Daeninckx. Voir notre article.

### Dimanche 27 janvier

15 h 15. FR3. Le bavard imprudent. Comédie de Goldoni. Rediffusion. Un terrible gaffeur jouait au petit marquis.

20 h 35. TF1. Cent dollars pour un shérif. Western avec John



Wayne. Un vieux shérif borgne et porté sur la bouteille aide une jeune fille à venger son père assassiné. Aventures, panache et humour...

21 h 35. A2. Pour le meilleur et pour le pire : première d'une série de cinq émissions que Pascale Breugnot consacre à la vie de couple, et plus largement à la vie des gens dans cinq pays. Cela commence par le Japon. Viendront ensuite l'Egypte, l'URSS, les USA et Cuba.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : La porte du large, de Marcel Lherbier (1936) avec Jean-Pierre Aumont. Drame familial.

### Lundi 28 janvier

20 h 35. TF1. Le prix du danger, film d'Yves Boisset (1982) avec Gérard Lanvin, Michel Piccoli, Marie-France Pisier, Bruno Cremer. Les jeux du cirque en direct à la télévision. Des candidats jouent leur vie pour de l'argent. Le spectacle et le voyeurisme de la télévision en accusation.

### Mardi 29 janvier

20 h 35. FR3. Arsène Lupin contre Arsène Lupin, film d'Edouard Molinaro (1962) avec J.-C. Brialy et J.-P. Cassel.

20 h 40. A2. La balance, film policier, avec Nathalie Baye, Philippe Léotard, Richard Berry.



21 h 35. TF1. L'Odyssée du commandant Cousteau : le chant des dauphins, filmés en pleine mer.

### Mercredi 30 janvier

22 h. FR3. Emission médicale d'Igor Barrère : la dépression nerveuse, une maladie qui se

soigne. La parole est aux médecins.

### Jeudi 31 janvier

21 h 35. TF1. Infovision : « La traite des jaunes ». Agences matrimoniales et trafic entre l'Asie et la RFA.

21 h 35. A2. Edition spéciale : « Afghanistan : les combattants de l'insolence ». Un nouveau reportage, la vie quotidienne des maquisards.

22 h. FR3. L'Américain, film avec Jean-Louis Trintignant, Bernard Fresson, Marcel Bozzuffi, Simone Signoret, Jacques Perrin, Jean Bouise. Après avoir passé une dizaine d'années aux USA et fait fortune, Bruno revient à Rouen, sa ville natale. Il recherche ses amis.



23 h 10. TF1. A bout de souffle, film de Jean-Luc Godard, Belmondo, en petit truand romantique et amoureux d'une belle... la fascinante Jean Seberg.



### Vendredi 1er février

20 h 35. FR3. Vendredi : « Il était une fois... Le Monde ». Enquête sur le quotidien parisien et sa crise actuelle, suivie d'un débat.

23 h. A2. Ciné-club : La brune brûlante, film américain de Léo Mac Carey (1958) avec Paul Newman. Un portrait narquois de la province américaine.





# THEATRE

## « Bye bye Show-Biz »

de Jérôme Savary  
au théâtre Mogador

Des comédiens tristes et sans travail se retrouvent à l'ANPE. Mais foin de la tristesse. Avec Astor le magicien, ils vont revivre l'histoire du show-biz, du premier gag de l'homme des cavernes aux grandes revues, des numéros d'illusionnistes aux tirades de Molière ou Shakespeare : gags et parodies se succèdent, rires et nostalgies se mêlent, empruntés à tous les genres de spectacles.

On peut trouver cette comédie musicale d'un humour un peu lourd, mais on est pris par le rythme des

sketches qui se succèdent soutenus par une musique pleine d'entrain, des décors ingénieux et souvent très beaux, des costumes scintillants, une mise en scène dynamique.

Les comédiens du Grand Magic Circus sont inépuisables, tour à tour chanteurs, musiciens, danseurs et bateleurs : une bonne soirée au théâtre Mogador.

M. B.

Places de 40 F à 165 F.  
Tous les soirs à 20 h 30.  
Samedi et dimanche à 16 h 30.



# FILMS

## « Stranger than paradise »



Willie et Eddie sont deux paumés new-yorkais. Ils vivent d'expédients : arnaques minables aux cartes et paris aux courses. Un jour arrive Eva, la cousine hongroise de Willie. Eddie apprend ainsi que Willie s'appelle Bela et qu'il est hongrois lui aussi même s'il joue les Américains 100 %.

Eva part vivre chez sa tante à Cleveland. Un an plus tard, les deux garçons la rejoignent et l'emmènent en vacances en Floride, des vacances un peu folles où l'on perd de l'argent aussi vite qu'on en gagne.

Passé les premiers étonnements d'Eva (« Vraiment

on peut acheter les mêmes Chesterfield dans tout le pays »...), c'est l'ennui qui prend le dessus. La vie américaine manque des séductions que l'écoute d'un tube de rock and roll avait pu laisser espérer de l'autre côté du rideau de fer. « Tu arrives dans un lieu nouveau, mais tout est pareil », dit un des protagonistes du film. Et on sent qu'à la première occasion, Eva reprendra l'avion pour l'Europe.

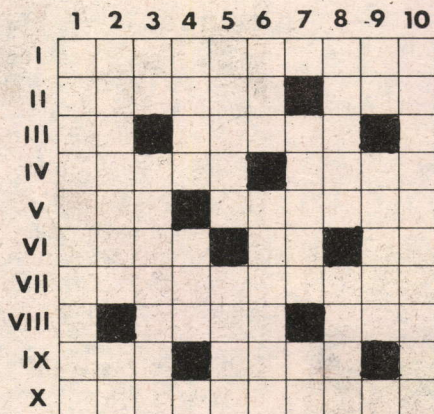
Monté comme une succession de diapositives animées, ce film, réalisé à l'économie de moyens et d'acteurs, jette un regard

caustique sur les aspects les plus quotidiens de la vie américaine. Il brocarde tour à tour la télé, le football américain, les films de Kungfu, la cuisine industrielle.

Même s'il fait la part belle aux marginaux, ce film sympathique remet à leur place les lieux communs qui font florès sur le thème « America is beautiful ». L'Amérique n'est pas belle, dit ce film, et la vie dans le « paradis américain » est bien monotone et uniforme.

Jacques FONTENOY

## MOTS CROISÉS



### HORIZONTALEMENT

I. Vieux poulet. II. Bien vivante. Porteur de charge. III. Petit lit. Célèbre par ses chevaux. IV. Reçoit l'Arc. Peut mettre au vert. V. Exprimé. Suit les bateaux. VI. Sur la Tamise. Certains roulent dessus. Dans la cité. VII. Rasoir. VIII. Sorties. Nouveau retourné. IX. Sa tenue est légère. Admis. X. Ouverts pour assurer les fermetures.

### VERTICALEMENT

1. Vieux moyens de transport. 2. Pas courant. Règle. 3. Éclaté. Boucher un coin. 4. Saint du Nord. Non, c'est non. 5. Punaises d'eau. Passionné. 6. Jetés au hasard. Mesurer. 7. Bouffe, parfois. Démonstratif. 8. Enlever les bavures. Terre grasse. 9. Saint Normand. Donne la mesure. 10. Gardés en forme.

### Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	A	M	E	M	B	E	R	T	S
II	H	A	U	T	A	I	N	E	S	
III	A	R	E		T	E	T	E	E	S
IV	M	E	R		I	N	E	R	T	E
V	B		A	L	N	S	E		S	S
VI	E	L	I	A		E		G	E	
VII	R	E		A		A	I	R		C
VIII	T	O	R	R	E	N	T	I	E	L
IX	I	N	C	O	N	T	E	S	T	E
X	N		A	N	A		M	E	C	S



### « Train d'enfer »

de Roger Hanin

Nous avons déjà parlé, la semaine dernière, du film de Roger Hanin, *Train d'enfer*. L'auteur de l'article ne lui avait consacré qu'une petite place, estimant que la prise de position antiraciste chaleureuse du réalisateur était très desservie par des outrances et des caricatures dans la présentation des personnages et des situations.

Nous étions donc passés sur ce film... à un train d'enfer ! Trop vite et trop brièvement, probablement, car d'autres rédacteurs et lecteurs ont aimé. Nous y revenons donc !

Le film de Roger Hanin ne peut laisser indifférent.

D'abord, bien sûr, parce que, comme tout le monde l'a souligné, il est tiré d'un fait réel, l'assassinat par pur racisme d'un jeune Algérien dans le train Bordeaux-Vintimille en novembre 1983.

On se souvient encore de cet assassinat, qui s'est déroulé sans que les voyageurs présents aient osé protester, ni témoigner ensuite, sans doute par crainte des assassins, mais aussi peut-être en partie par indifférence. On se souvient des assassins fiers de leur crime, menottes aux poignets, levant les bras en signe de victoire devant les caméras de télévision.

Le crime, ses auteurs, leur comportement, tout cela est, hélas, loin de relever de la fiction. Et les crimes racistes comme celui dénoncé ici sont fréquents, trop fréquents, la seule chose exceptionnelle étant que leurs auteurs soient identifiés.

Mais le film touche aussi par le racisme quotidien qu'il dépeint et par l'enchaînement qu'il montre, de ce racisme quotidien au crime hideux.

Le bal par lequel il débute est un bal très ordinaire, comme il s'en déroule chaque semaine dans le pays. Un bal avec une minorité de Maghrébins qui viennent y danser, déclenchant des réflexions racistes d'un certain nombre de Français. Oh, ce racisme n'est pas méchant et n'est d'ailleurs pas le fait de tous les Français. Les jeunes immigrés trouvent des filles pour danser. Mais quand un groupe de voyous bagarreurs, comme il y en a aussi dans tous les bals, profite de l'occasion d'un vol commis par un Arabe pour provoquer une bagarre, ils ne sont pas seulement des chercheurs de bagarre, des perturbateurs, des gêneurs, comme ils le seraient dans d'autres cas. Ils se sentent portés par le racisme ambiant, et pour faire le coup de poing contre les immigrés, ils sont rejoints par d'autres racistes.

Ce sont eux, un mécanicien fils de garagiste, un kinésithérapeute, un chômeur, la soif de bagarre mal assouvie, qui vont ensuite devenir les assassins.

On voit leur milieu, des gens au racisme également « ordinaire », qui accablent à longueur de journée de plaisanteries au goût douteux et à l'odeur fortement xénophobe, l'immigré qui travaille avec eux ou fréquente le même café.

Ces gens-là, lorsque le nom et la photo des assassins sont publiés dans la presse, lorsque la télévision dénonce leur crime, les rejettent. Ils les traitent de criminels, certains sincèrement, d'autres hypocritement. Mais c'est ce racisme qui a encouragé le crime.

Roger Hanin n'a pas voulu s'en tenir à cette dénonciation du racisme, il a aussi voulu montrer comment l'extrême-droite, par sa politique, participe à la montée des sentiments racistes et comment un groupe fascisant peut l'utiliser.

Les assassins sont membres du service d'ordre de notables locaux d'extrême-droite connus pour leurs campagnes anti-immigrés. Ils cherchent à les protéger, font intervenir un inspecteur de police membre de leur groupe pour obtenir des renseignements utiles et pour tenter de brouiller les pistes.

Ces petits notables d'extrême-droite, qui possèdent *Mein Kampf* dans leur bibliothèque et des insignes nazis dans leurs tiroirs, tout en se montrant en public de respectables défenseurs de l'ordre public, de la justice, des ennemis de toute violence, paraissent bien réels.

De même que les provocations et l'assassinat qu'ils organisent ne déparent pas parmi les procédés habituels de l'extrême-droite.

Socialiste, proche du pouvoir, le beau-frère de Mitterrand, Roger Hanin, est légaliste. Il a toute confiance dans la police (il incarne lui-même le commissaire de police intègre qui dénoue toute l'affaire) et veut faire partager cette confiance aux spectateurs. Des marches telles que celle de « Convergence » et une bonne police dont il ne faut pas entraver l'action, voilà selon lui comment lutter contre le racisme.

C'est évidemment là la limite politique de ce film. Et le cinéma travestit quelque peu la réalité car lorsque des policiers sont mêlés à des actes racistes, il faut bien reconnaître que c'est plus souvent comme acteurs que comme défenseurs de la justice. C'est au cinéma, dans *Train d'enfer*, qu'on peut voir un immigré sortir d'un commissariat de police en faisant un sourire au commissaire...

Mais cela n'empêche pas que *Train d'enfer* soit un film qu'on a envie de faire voir.

Philippe NATIER

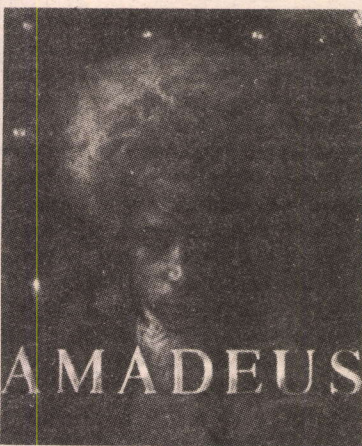


### FILMS RÉCENTS...

#### ANOTHER COUNTRY de Marek Kanievski

La vie d'un collège anglais dans les années 20. En filigrane, comment de jeunes intellectuels gagnés au communisme sont devenus des « taupes », des espions au service de l'URSS.

Gaumont Les Halles 1<sup>er</sup> (vo). Impérial 2<sup>e</sup>. Saint-Germain Studio 5<sup>e</sup> (vo). Olympic Luxembourg 6<sup>e</sup> (vo). Publicis Saint-Germain 6<sup>e</sup> (vo). Elysées Lincoln 8<sup>e</sup> (vo). Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup> (vo). Montparnos 14<sup>e</sup>. Olympic Entrepôt 14<sup>e</sup> (vo). Bienvenue 15<sup>e</sup> (vo). Gaumont Convention 15<sup>e</sup>.



#### AMADEUS de Milos Forman

Le conflit entre Mozart et Antonio Salieri, un compositeur bien installé. Les portraits des deux adversaires sont remarquables. Et la musique sublime...

Forum Arc-en-Ciel 1<sup>er</sup> (vo). Impérial Pathé 2<sup>e</sup>. Rex 2<sup>e</sup>. Vendôme 2<sup>e</sup> (vo). Odéon 6<sup>e</sup> (vo). Gaumont Champs Elysées 8<sup>e</sup> (vo). Athena 12<sup>e</sup>. Escorial 13<sup>e</sup> (vo). Montparnos 14<sup>e</sup>. Sept Parnassiens 14<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet 15<sup>e</sup> (vo). Trois Murat 15<sup>e</sup>. Kinopanorama 15<sup>e</sup> (vo).

#### GREYSTOKE de Hugh Hudson

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Quintette 5<sup>e</sup> (vo). George V 8<sup>e</sup> (vo). Français 9<sup>e</sup>. Les 7 Parnassiens 14<sup>e</sup> (vo).



#### KAOS

de Paolo et Vittorio Taviani

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie.

Forum Arc en Ciel 1<sup>er</sup> (vo). Impérial 2<sup>e</sup>. 14 Juillet Parnasse 6<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet Racine 6<sup>e</sup> (vo). Marignan 8<sup>e</sup> (vo). Saint-Lazare Pasquier 8<sup>e</sup>. 14 Juillet 11<sup>e</sup> (vo). Montparnos Pathé 14<sup>e</sup>. PLM St-Jacques 14<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet 15<sup>e</sup> (vo).

#### PARIS, TEXAS. de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain.

UGC Opéra 2<sup>e</sup> (vo). Panthéon 5<sup>e</sup> (vo). Saint-André-des-Arts 6<sup>e</sup> (vo). Biarritz 8<sup>e</sup> (vo).

#### PARTENAIRES. de Claude d'Anna.

Un couple d'acteurs se déchire. Une description pas très tendre des coulisses du monde du théâtre.

Reflét Quartier Latin 5<sup>e</sup>. George V 8<sup>e</sup>.



#### LE PAYS OÙ RÉVENT LES FOURMIS VERTES de Werner Herzog

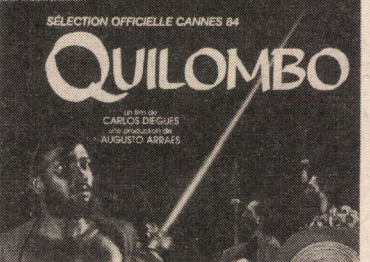
En Australie, un groupe d'aborigènes s'oppose aux travaux d'une compagnie minière parce qu'ils n'acceptent pas que l'on touche à leur terre. Un regard accusateur sur la société de ceux qu'on dit civilisés.

Gaumont les Halles 1<sup>er</sup> (vo). Hautefeuille 6<sup>e</sup> (vo).

#### QUILOMBO de Carlos Diegues.

Dans le Brésil esclavagiste du XVII<sup>e</sup> siècle, une révolte d'esclaves traitée sur le mode de l'épopée.

Denfert 14<sup>e</sup> (vo) à 19 h 30.



#### LES RIPOUX

de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interrompés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée.

Arcades 2<sup>e</sup>. Berlitz 2<sup>e</sup>. Danton 6<sup>e</sup>. Biarritz 8<sup>e</sup>. Montparnos 14<sup>e</sup>. Ranelagh 16<sup>e</sup>.



#### TRAIN D'ENFER de Roger Hanin

A partir d'un fait divers raciste, la défenestration d'un Algérien dans le train Bordeaux-Vintimille par trois légionnaires, Roger Hanin a fait un film qui dénonce le racisme.

Rex 2<sup>e</sup>. Ciné Beaubourg Les Halles 3<sup>e</sup>. Odéon 6<sup>e</sup>. Biarritz 8<sup>e</sup>. UGC Boulevard 9<sup>e</sup>. UGC Gare de Lyon 12<sup>e</sup>. UGC Gobelins 13<sup>e</sup>. Mistral 14<sup>e</sup>. Montparnos Pathé 14<sup>e</sup>. UGC Convention 15<sup>e</sup>. Trois Murat 16<sup>e</sup>. Images 18<sup>e</sup>. Secrétan 19<sup>e</sup>.

### ... ET MOINS RÉCENTS

#### LE BAL. d'Ettore Scola.

L'histoire de France de 1936 à nos jours vue à travers les bals, d'après une pièce du théâtre du Campagnol.

Studio Galande 5<sup>e</sup>. Grand Pavois 15<sup>e</sup>.

#### THE BLUES BROTHERS. de John Landis.

Un film plein de musique et de fantaisie.

Boîte à films 17<sup>e</sup> (vo).

#### LA DIAGONALE DU FOU. de Richard Dembo.

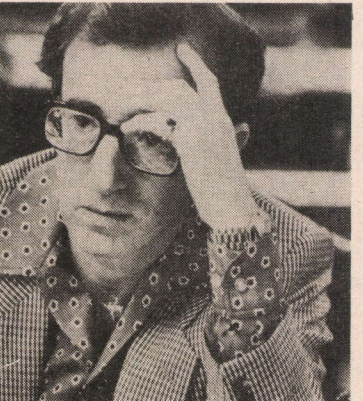
A travers l'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas, une réflexion sur les rapports Est-Ouest.

Latina 4<sup>e</sup>. Reflet Balzac 8<sup>e</sup>.

#### LE DERNIER COMBAT de Luc Besson

Avec de tout petits moyens, une évocation pleine d'idées de la survie après un cataclysme nucléaire.

Grand Pavois 15<sup>e</sup>.



#### GUERRE ET AMOUR de Woody Allen

Le roi de l'humour new-yorkais brocarde le roman russe et le cinéma de Bergman. De l'humour-hommage.

Grand Pavois 15<sup>e</sup> (vo).



# Terrorisme : contre les artisans de la RAF, les industriels de la RFA l'emportent.

En Allemagne fédérale, alors que se poursuit la grève de la faim des trente-neuf détenus de la Fraction Armée Rouge — qui protestent contre les conditions de leur détention et leur isolement — un nouvel attentat a eu lieu dimanche dernier à Stuttgart : l'explosion de la charge qu'il transportait a tué le poseur de bombe, tandis que la femme qui l'accompagnait a été grièvement blessée.

Le fait que les deux terroristes étaient connus pour leurs liens avec la Fraction Armée Rouge (RAF) conforte les policiers ouest-allemands dans l'idée que les quarante attentats qui ont eu lieu depuis décembre, sans faire de victimes jusqu'à dimanche, sont liés

à la grève de la faim des détenus de la RAF.

En dehors de tout lien avec les luttes réelles de la population, les terroristes de la RAF avaient, il y a plusieurs années, déclenché la « guerre » contre l'appareil d'Etat allemand. Cette guerre, les flics et les juges l'ont menée, de leur côté, avec des moyens terroristes d'autant plus efficaces qu'ils disposaient de ressources autrement plus grandes que celles du petit groupe de la RAF. Et, pour comble, le terrorisme d'Etat a pu disposer de l'appui de la population. Et c'est ainsi que, sous prétexte de lutter contre le terrorisme, la police ouest-allemande avait pu mettre sur pied et entraîner des brigades spé-

cialisées et innover dans des moyens de détention d'un sadisme sophistiqué.

De cela, les membres de la RAF sont aujourd'hui les victimes. Comme l'ont été déjà les fondateurs du groupe, Baader et Meinhof, suicidés tous les deux en prison. Mais, incapables d'émouvoir l'opinion publique, leurs amis en liberté ne connaissent que l'organisation de nouveaux attentats pour faire pression sur l'Etat allemand. (Si toutefois ils en sont véritablement les auteurs).

Les terroristes allemands combattent les méthodes de l'Etat avec des moyens qui ne valent guère mieux. Et, à ce jeu-là, ce sont les plus salauds et les mieux équipés qui gagnent.

## Vivre dangereusement !

Le BIT (Bureau International du Travail), organisme tout ce qu'il y a de plus officiel au sein du système capitaliste, commandité par les Etats qui siègent à l'ONU et particulièrement par les grands pays industriels, donne chaque année dans son rapport des informations éloquentes sur les conditions de travail dans le monde. Le rapport qui est sorti en janvier, donne des chiffres sur les accidents du travail et les risques professionnels à l'heure actuelle.

Quelque part sur la Terre, toutes les trois minutes, quelqu'un meurt des suites d'un accident du travail ou

d'une maladie professionnelle.

Chaque seconde, quatre personnes se blessent en travaillant — ce qui en une semaine représente une population équivalant à la ville de Paris.

Si, dans les pays industrialisés, les accidents du travail, en chiffres absolus, ont régressé ces vingt dernières années d'environ 30 à 50 %, de nouvelles maladies professionnelles liées aux techniques nouvelles, notamment les maladies oculaires chez ceux qui passent leur temps devant des consoles de visualisation, ont fait une entrée en force.

Dans le secteur agricole, l'utilisation des pesticides et autres produits chimiques provoquerait de plus en plus de maladies professionnelles, et de plus en plus graves aussi. Une enquête menée en Asie fait état de 40 % d'ouvriers agricoles chargés de la pulvérisation de tels produits, intoxiqués de façon plus ou moins durable.

Des chiffres et des comptes rendus qui sont là pour rappeler comment des millions de femmes et d'hommes sont contraints de vivre « dangereusement », sans coup de bluff, dans un système qui ne leur laisse pas d'autre choix que d'aller se faire exploiter par un patron.

## Ils les laissent mourir :



En Ethiopie la famine continue ses ravages. On s'achemine vers un million de morts. Enfants, vieillards, adultes arrivent dans des camps d'hébergement, beaucoup pour y mourir. Les vivres arrivent, mais en retard. A la Communauté Economique Européenne, il faut 6 mois entre le moment où un envoi de vivres est décidé et le moment où ils parviennent. Alors, les sacs de blé arrivés trop tard servent de lindeus... comme en témoigne cette photo publiée par Jeune Afrique du 23 janvier 1985.

## Chère Thatcher...

Un journal britannique, le Daily Mail, révèle que Margaret Thatcher vient de vendre sa maison de Londres pour la coquette somme de l'équivalent de 3,5 millions de francs. Soit à peu près dix fois ce qu'elle lui avait coûté, en 1969. Il paraît d'ailleurs que, pour le Premier ministre anglais, ce coup de maître en matière de spéculation n'est pas un coup d'essai : depuis

1951 elle s'est ainsi livrée (sterling !) à cinq ou six reprises à de telles opérations immobilières.

En tout cas, 3,5 millions, ce n'est pas rien. Et c'est un comte français, le comte de la Béraudière, par ailleurs époux de la petite-fille d'un milliardaire, qui s'est porté acqureur.

Evidemment, c'est pour son propre compte.

## Courageux mais pas téméraire

Jaruzelski s'est rendu mardi 22 janvier aux chantiers navals de Gdansk.

Il avait pris ses précautions !

D'abord, le choix du moment. Janvier 1985, c'est moins dangereux qu'août 1980 : à cette époque-là, c'est le vice-premier ministre Rakowski qu'on avait envoyé au

charbon !

Ensuite, le choix des interlocuteurs. Walesa était « en vacances » ; ou plutôt, la direction des Chantiers lui avait opportunément avancé son départ de trois jours. Il n'a pu que laisser ses revendications par écrit !

Prudent, Jaruzelski !



## La crise capitaliste passe le rideau de fer !

Le 21 janvier, le gouvernement hongrois a décidé d'importantes hausses de prix : 85 % de hausse en moyenne sur les tarifs postaux et ceux des transports publics ; 40 % sur le prix du fromage ; 16 % sur celui du sucre ; 9 % à 18 % sur ceux des conserves et 25 % d'augmentation des tarifs de l'électricité, du gaz et du charbon.

A l'Ouest, les prix augmentent peu à peu et l'initiative en est laissée aux patrons privés. A l'Est, c'est l'Etat qui orchestre les hausses, moins fréquentes, mais d'autant plus massives !

Des deux côtés finalement, la crise du monde capitaliste fait des ravages... contre les travailleurs !

## L'armée US tenue en échec

Les cafards envahissent le Pentagone, le grand quartier général des armées américaines. Et les plus grands stratèges sont désarmés devant ces cohortes de deux millions d'insectes qui, chaque nuit, envahissent en colonnes sales et couloirs déserts.

Rien à faire contre ces bestioles

redoutables. Les militaires n'ont pas encore essayé les armes nucléaires. Ce pourrait être la solution radicale. Une petite bombe « à faible rayon d'action », comme dit la chanson, qu'on lancerait sur le Pentagone — une fois rassemblés tous les cafards gradés, galonnés et décorés qui envahissent la planète...

